



Mistress Barbara: la reine stressée de la Petite-Italie

Nathalie Petrowski, page A5

Jean-Luc Brassard fait taire les sceptiques

Cahier Sports, page S3



MONTRÉAL | LUNDI 26 MARS 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 154 > 68 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.



YVES BOISVERT
envoyé spécial
AU BRÉSIL

Un dimanche au stade à Sao Paulo

Notre chroniqueur se trouve actuellement dans la mégapole brésilienne pour couvrir le Grand Prix de F1 qui sera couru dimanche prochain. En attendant les pilotes, il en profite pour être témoin de la grande passion locale: le soccer.

Hier après-midi, à Sao Paulo, les verts ont vaincu les bleus au stade de Palmeiras, et personne n'est mort. Ça paraît incroyable dit comme ça, et pourtant j'y étais: pas un seul mort.

À Sao Paulo, à ce qu'on nous dit, il faut pourtant s'attendre au pire. Le pire se produit souvent, remarquez. Il se commet 7 500 meurtres chaque année dans la deuxième plus grande ville au monde (15 fois plus, en proportion, qu'à Montréal). Le dernier recensement déclare 20 millions de personnes dans l'agglomération. C'est trois millions de plus qu'au dernier. Trois millions de personnes qui sont venus gonfler, en grande partie, les bidonvilles de la périphérie, les favelas. Il y a les enfants de la rue, et ceux qui veulent les éliminer.

Il y a tout cela, et personne ne le sait mieux que les gens de Sao Paulo. Et pourtant ils y vivent. Pas dans Sao Paulo, du moins pas l'idée qu'on s'en fait, ils ne vivent pas dans les statistiques générales, mais dans un quartier, un bout de rue à la fois. Les riches dans des villas murées ou des condos gardés. La classe moyenne dans des appartements. Les pauvres dans des cases en béton, si c'est possible.

À la Sociedade Esportiva Palmeiras, un des trois plus gros stades de soccer, ou plutôt *futebol*, de la ville, nous étions bien 20 000 hier, d'un peu partout. Quelques bourgeois étaient dans les loges, un mot bien exagéré pour un espace bétonné très ordinaire. Devant eux,

Voir SAO PAULO en A2



Photo REUTERS

L'Oscar de la meilleure actrice à Julia Roberts

Julia Roberts, la star chérie de l'Amérique, était exubérante hier soir quand elle a reçu l'Oscar de la meilleure actrice pour son rôle dans *Erin Brockovich*. « J'aime le monde. Je suis tellement heureuse », a-t-elle lancé en tenant fermement son premier Oscar. Russell Crowe est reparti avec l'Oscar du meilleur acteur pour son rôle dans *Gladiator*, principal gagnant de la soirée avec quatre autres Oscars dont celui du meilleur film. Steven Soderbergh, également en nomination pour *Erin Brockovich*, a gagné l'Oscar du meilleur réalisateur pour son film *Traffic*, qui a récolté quatre précieuses statuettes tout comme *Tigre et Dragon*. Nos informations en pages C1 et C2.

Sophie Lorain, grande gagnante du MetroStar



LOUISE COUSINEAU

ON ne peut pas tout avoir me disait ma mère. Et je refusais dur comme fer de la croire. Hier, c'était pourtant le cas: le Gala MetroStar était assez bon pour ne pas me faire mourir de dépit de rater les Oscars. Déjà un bon point. Mais hélas! Marc Labrèche n'a rien gagné malgré ses trois nominations. Et il fait l'émission la plus intelligente et amusante de l'heure. Allez donc comprendre les gens qui ont voté.

Et allez donc comprendre les patrons de TVA qui branlent dans le manche ces jours-ci sur le renouvellement du *Grand blond*. Malgré



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Avec ses deux récompenses, Sophie Lorain est la grande gagnante du dernier Gala MetroStar, ce qui n'étonne personne qui l'a vue dans *Fortier*.

Voir LORAIN en A2
Autres textes en C3

Chrétien va-t-il dévoiler ses documents?

Son conseiller dit oui, son cabinet dit non!

Presse Canadienne

OTTAWA — Jean Chrétien est prêt à rendre publics tous les documents pertinents sur ses titres de propriété dans le club de golf de Grand-Mère, a affirmé samedi son conseiller Mitchell Sharp. Mais le cabinet du premier ministre a nié la chose hier.



Jean Chrétien

M. Sharp, un administrateur libéral, a déclaré au chef du bureau d'Ottawa de la chaîne Sun que le premier ministre est favorable à une divulgation des documents relatifs à la controverse actuelle. « Le premier ministre a dit qu'il avait vendu (ses actions). Il le maintient. J'ai cru comprendre que les documents pour le prouver seront divulgués. »

Mais Duncan Fulton, un porte-parole du cabinet du premier ministre, a affirmé hier qu'il n'y avait aucun projet de divulgation. « Pendant deux ans, le premier ministre a été franc, ouvert, honnête, et a répondu à toutes les questions qu'on lui a adressées sur ce sujet. Il n'y a rien de nouveau là. »

Heidi Bonnell, une porte-parole du ministre de l'Industrie, Brian Tobin, a déclaré au *Sunday Sun* que les documents pourraient être rendus publics « au début de la semaine prochaine ».

Pour M. Fulton, M^{me} Bonnell paraît simplement d'un examen des documents par des fonctionnaires du ministère de l'Industrie. La division des sociétés du ministère devra décider que faire de ces documents, et si l'un ou l'autre doit être rendu public, de toute évidence, il faudrait obtenir l'accord de la compagnie, a-t-il dit.

M. Chrétien est la cible d'une campagne musclée de l'opposition pour obtenir l'ouverture d'une enquête publique, et a même été invité à se retirer, le temps de faire la

Voir CHRÉTIEN en A2

AUJOUR'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Forum	A13
Arts et Spectacles	cahier C	Horoscope	E5
		Le monde	A9-A11
- horaire spectacles	C5	Loteries	A2, A7
- horaire télévision	C4	Mots croisés	D8, S10
- cinéma maison	C5	Mot mystère	D8
Auto	D9-D13	Petites annonces	
Bandes dessinées	D8	- immobilier	E4, E5
Bridge	E6	- marchandises	E5
Décès	E7	- emplois	E5
Économie	cahier D	- automobile	E5, E6
Éditorial	A12	- affaires	D4
Êtes-vous observateur	E4	Politique	A4
Feuilleton	D8	Quoi faire	C8
		Têtes d'affiche	E3

MÉTÉO Voir page S16
Nuageux avec percées de soleil
Maximum 1, minimum -6



6 21924 98765 1

Larose propose de resserrer la loi 101

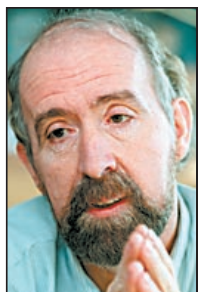
Le Québec doit «percer le mur canadien», affirme le président de la Commission des états généraux sur la langue française

MICHEL HÉBERT
de la Presse Canadienne

SAINTE-FOY — Le Québec doit «percer le mur canadien» et montrer son caractère distinct sur la scène internationale, soutient le président de la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, Gerald Larose.

Dans cet esprit, il proposera bientôt au gouvernement de Bernard Landry des ajustements législatifs visant à consolider l'identité québécoise.

« On a le devoir et la responsabilité d'identifier les conditions qu'il faut mettre en place pour avoir une voix au chapitre et défendre la position originale et distincte, et tout



Gerald Larose

à fait propre au Québec », a déclaré hier M. Larose, qui mettait fin aux travaux de la commission par un colloque international sur la diversité culturelle, à l'Université Laval.

L'exclusion du Québec du Sommet des Amériques démontre la nécessité d'agir, soutient-il.

« Le sort réservé au Québec ces jours-ci, c'est exactement le sort qui nous attend si on ne parvient pas à traverser le mur canadien pour s'asseoir à la table où se discutent

les véritables enjeux de la diversité culturelle », a insisté M. Larose.

Les interventions entendues hier montrent que la diversité culturelle est une préoccupation en Europe, où l'anglais fait des progrès. Ça l'est aussi dans les pays membres de la future Zone de libre-échange des Amériques. Pas moins de 110 pays dans le monde ont une politique linguistique.

Mais selon M. Larose, le gouvernement canadien ne peut défendre adéquatement le Québec en ce domaine. L'assimilation des francophones hors Québec montre bien qu'il en est incapable, a-t-il noté.

« L'avenir du français en

Voir LAROSE en A2



GILLES PAQUIN
envoyé spécial

EN AMÉRIQUE CENTRALE

LUN | 3 > L'échec d'un traité

Les pays d'Amérique centrale avaient déjà commencé à discuter de la création d'une union politique et douanière avant même que le marché commun européen ne prenne son envol mais, quarante ans plus tard, ils n'y sont toujours pas arrivés. C'est donc en ordre dispersé qu'ils se présenteront au Sommet de Québec le mois prochain. La troisième et dernière tranche du reportage de notre envoyé spécial en Amérique centrale, en page A6.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Montre-moi ta montre

Article pratique, esthétique, petite merveille mécanique... Pour certains, la montre est plus qu'un simple instrument qui donne l'heure. En plastique ou en or, indispensable ou accessoire, elle en dit long sur l'identité de son propriétaire. Cinq passionnés nous parlent de leurs montres fétiches, celles qui font battre leur coeur un peu plus vite.

À lire demain dans le cahier Actuel.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS03692) Champlain N. Y. 12919-1518

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **2-8-9** > À quatre chiffres : **7-1-2-5**

SUITES DE LA UNE

CHRÉTIEN

Suite de la page A1

lumière sur les allégations voulant qu'il soit demeuré actionnaire du club de golf controversé après son arrivée au pouvoir, en 1993.

La vente de ses intérêts dans le club de golf est au coeur de cette controverse, qui poursuit M. Chrétien depuis maintenant plusieurs mois. Le premier ministre maintient qu'il n'était plus actionnaire du golf après 1993, même si la vente de ses intérêts n'a été complétée qu'en 1999.

M. Chrétien a admis avoir fait des démarches auprès du dirigeant de la Banque de développement du Canada, en 1996-97, pour un prêt à l'Auberge Grand-Mère, un hôtel contigu au terrain de golf.

Selon certains, M. Chrétien se trouvait alors en plein conflit d'intérêts, puisque tout ce qui augmentait la valeur de l'hôtel ne pouvait que favoriser le club de golf voisin.

Plusieurs députés libéraux appuient maintenant les appels de l'opposition en faveur d'une enquête approfondie. « Cette affaire traîne depuis trop longtemps, a ainsi déclaré Ivan Grosse, député d'Oshawa. Nous n'avons rien à cacher », a-t-il ajouté.

ce désappointement, le Gala MetroStar a eu beaucoup d'allure. Depuis le couple Julie Snyder, habillée d'une petite robe noire toute simple, et Yves Pelletier, déguisé en Tony Braxton, pagne sans petite culotte. Et surtout le couple le plus étonnant, Normand Brathwaite et Daniel Pinard, qui ont fait couler beaucoup d'encre l'an dernier. « Ce qu'on ferait pas pour 149 \$ » a dit Brathwaite. « Pas plus que ça ! » de répliquer Pinard, qui a enchaîné en ajoutant que Brathwaite avait eu une bonne idée de quitter TVA. « C'est un petit peu grâce à toi », a dit Normand.

Ainsi s'est terminé l'affaire *Piment fort*. Et si l'humour du Gala d'hier est un gage de ce que fera Normand Brathwaite à TQS l'an prochain — les auteurs sont les mêmes —, c'est bon signe.

Bon gala parce qu'il y avait beaucoup de bons moments. Les clips de Gilles Latulippe, surtout ceux du début où il a parodié la publicité du lait ou en peintre sur le *Titanic*. Son modèle était Suzanne Lapointe, qu'on a vue à la toute fin, lançant « Dépêche-toi, le bateau va couler ! »

Bons moments familiaux : Isabelle Brossard avait emmené sa fille Juliette — la vraie — recevoir son prix, Jocelyne Cazin avait emmené sa maman dont c'était l'anniversaire et Robert Brouillette a réparé sa gaffe de l'an dernier en

remerciant les auteurs de *4 et demi* qui ont donné la vie à son beau personnage.

Sophie Lorain est la grande gagnante, ce qui n'étonne personne qui l'a vue dans *Fortier*. Quant à Simon Durivage, c'était la surprise. Non pas qu'il ne mérite pas ce trophée d'amour du public, mais on croyait que Jean-Luc Mongrain, grand spécialiste des trophées — il en a 18 — allait encore faire un doublé.

Un gala dans la bonne humeur où Stéphan Bureau a été vu dans un clip amusant déguisé en femme, et avec de l'émotion quand il le fallait. Cet hommage à Janette Bertrand qui a parlé de la vieillesse non comme d'un échec mais d'une conquête. Elle a plein de projets de films, de télé. C'était touchant et on a vu Julie Snyder dans la salle écraser une larme. Tout le monde veut une vieillesse comme celle de Janette.

Grand sujet d'étonnement aussi : la chanson de présentation des meilleurs acteurs, interprétée par la vedette de *Tribu.Com*, Caroline Néron. Décidément, on ne la savait pas aussi douée. La robe la plus osée : celle de Sylvie Moreau, dont le décolleté allait dans les deux sens.

Et Véronique Cloutier a un MetroStar. Papa Guy va enfin crier justice. A moins qu'il ne se plaigne qu'elle n'en ait pas eu deux.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

La vie est une partie de plaisir : le sympathique André Robitaille a remporté le MetroStar pour l'animateur d'une émission de jeux.

LORAIN

Suite de la page A1

SAO PAULO

Suite de la page A1

sous le toit, qui ne couvre qu'un sixième de spectateurs, ceux qui ont payé 15 « reals » (10 \$) pour les meilleurs sièges. Les bancs sont en plastique moulé et l'on est protégé de la pluie et du soleil. À gauche, les billets à 10 reals : banc en bois, pas de toit. Tout le reste, les deux tiers du stade, est réservé aux sièges à 5 reals : pas de toit, bancs en béton. Pour les femmes, c'est 1 real. Pourquoi ? « Parce qu'il n'y a pas de femmes ! » m'a dit mon voisin.

En entrant, l'agent Fernandes, de la police *choque* (l'antiémeute), casqué, muni d'une bonne matraque, m'a tâté de la poitrine aux pieds. Tout le monde est fouillé.

Ah oui, j'oubliais, il y a une dernière section dans le stade : celle réservée aux partisans de l'équipe qui visite, Sao Caetano hier. C'est une autre équipe de Sao Paulo. Mais chaque partisan a son équipe, et va la voir jouer sur son terrain. Il y avait donc environ 150 partisans de Sao Caetano, les bleus, dispersés dans une immense section du stade. Ils y étaient confinés et séparés par un cordon de policiers casqués.

« Si on les laisse se mêler, ils

vont s'entretenir ! Après chaque partie, il y a un meurtre ! » m'a dit Helena. « Voyons ! Tu exagères, des meurtres, c'est seulement pendant les éliminatoires » a nuancé son mari, Kevork. Ils avaient amené leurs fils, Paulo, 13 ans, et Tony, 9 ans, et puis moi, 2 ans environ devant ce spectacle parfait, sans tableau électronique qui vous dit quand applaudir, sans musique préfabriquée et sans marketing. Que des hommes qui courent après un ballon sur du gazon très vert.

Kevork est vendeur. Helena est secrétaire chez Café Pelé, du nom du mythique joueur brésilien. Elle a déjà parlé à Pelé ! Qu'a-t-il dit ? « Il a dit : C'est Pelé, je veux parler à votre patron. Il était très gentil ! »

Oh ! Ça commence ! Les 25 cheerleaders, pas très vêtues, entrent en courant et exécutent des mouvements extrêmement brésiliens, mais on était là pour le sport. Les arbitres ont été sifflés. Les bleus ont été hués. Le Palmeiras, en vert et blanc, est entré escorté d'un nuage d'enfants en habit de soccer.

En face, dans les estrades, un bloc de 3 000 personnes hurlant

s'est mis à se lever et à s'asseoir à toute vitesse. Une sorte de vague en accéléré, complètement débridée.

Ils s'appellent les « manches vertes ». Ils ont tous le chandail du club — comme au moins un spectateur sur trois. Ce n'est qu'un des nombreux fans clubs du Palmeiras. Il y a eu tellement de casse qu'ils n'ont pas le droit de venir en groupe. Les autobus de fans sont prohibés. Ils viennent séparément, un par un, certains ont pris une bière ou cinq, d'autres ont fumé un peu de maconha, d'autres rien du tout... et ils se retrouvent chaque fois au même endroit dans les estrades. Ils crient, ils chantent, et toute la foule suit : « Olé, Porcos... Po-po-po-po-Porcos ! » Oui, oui, porcos, les porcs, c'est le surnom affectueux du Palmeiras. Quand on a mangé des oreilles et de la queue de l'animal dans une feijoada, on comprend que la bête inspire le respect.

Il a plu terriblement. Les 25 danseuses ont enfilé un imperméable. Mais il était transparent, si bien qu'elles donnaient toujours à voir plusieurs parties du Brésil, un pays vaste et plein de ressources. Mais revenons au match.

Le tonnerre parfois fait autant de bruit que les spectateurs. Si en plus il y a des éclairs, alors l'arbitre range le ballon quelques minutes. La pluie tombe à gros bouillons, mais personne ne s'en va, sauf quelques partisans des bleus, qui d'après le gars en arrière de moi, seraient un peu moumounes sur les bords, voire carrément des pédés. Allez donc contredire un expert.

C'est le temps de prendre un verre de guarana et de parler de choses graves : pourquoi les Brésiliens ont-ils perdu d'aussi lamentable façon contre les Français à la dernière Coupe du monde, en 1998 ? J'ai éclaté de rire quand Helena m'a dit que l'affaire était arrangée. Ce n'est pas drôle du tout ! L'affaire est tellement grave qu'une commission sénatoriale a été formée pour enquêter sur cette dégelée et tout le problème du soccer brésilien.

Ronaldo, le meilleur joueur national (qui joue en Europe, comme tous les meilleurs), avait mal au ventre, ce jour-là. « Il n'a jamais été malade de sa vie, et là comme par hasard, il est malade le jour de la finale ! Si c'est vrai, pourquoi le

coach l'a laissé jouer ? Voyons ! » Les Brésiliens sont tous convaincus qu'il y a eu de la triche. Ils disent que c'est Nike, son commanditaire, qui a fait pression sur lui. Lui dit que la raison de la défaite est que les Français ont marqué trois buts et le Brésil aucun, ce qui est mathématiquement exact, mais nettement insatisfaisant pour apaiser la douleur nationale. Ces choses-là, espérons, ne se reproduiront pas avec le nouvel entraîneur de l'équipe nationale, Leao, un ex-gardien du Palmeiras !

Le match a repris. Le déluge encore moins les éclairs. Il y a eu un but de Palmeiras. Puis un deuxième. Il y a eu du bruit, répercuté en écho par les tours à appartements des environs. Un type qui regardait le match de chez lui a fait clignoter la lumière de son salon. Les manches vertes ont chanté. Les autres aussi. Il n'y pas à dire, à ce moment précis, le cochon était un animal sans pareil.

On s'est frotté les épaules en sortant. La pluie avait cessé. Les policiers souriaient. Palmeiras avait gagné et la vie était douce. La nuit s'annonçait moite et sans histoire. Mais nul ne pouvait dire si elle défierait les statistiques.

LAROSE

Suite de la page A1

Amérique du Nord, c'est d'abord et avant tout le Québec, qui devra s'assumer et être là où ces choses vont se discuter. Si le Québec n'a pas sa place, on va compter sur Haïti, le seul autre pays à avoir le français comme langue officielle, pour assurer la présence du français dans la zone de libre-échange ?

« Le gouvernement fédéral, a-t-il poursuivi, est incapable de mener ce combat : d'abord, il n'a pas l'appui qu'il a besoin dans le Canada et, en ayant éliminé le Québec du portrait, on peut être assuré qu'il va se passer dans cet accord ce qui s'est passé avec l'ALENA, c'est-à-dire une absence totale de préoccupation pour la langue et la culture.

« En écartant le Québec, en n'amenant pas à la table l'élément le plus déterminant de sa singularité qu'est le Québec, il s'est coupé les ailes pour obtenir quoi que ce

soit », a tranché, mordant, Gérard Larose.

Mais la survie du français ne passe pas que par une place sur le parquet du libre-échange. La commission Larose présentera en mai ou juin prochain une série de recommandations visant à renforcer la Charte de la langue française.

« Le caractère français de notre société devra être porté par un ensemble de politiques liées à la culture, à l'immigration, à l'aménagement du territoire. La langue sera portée dans un contexte plus large de politiques qui nous feront progresser collectivement », a-t-il expliqué.

« Il faut maintenant amener la population à découvrir que, dans le contexte de la mondialisation, notre identité devra être portée par toutes les composantes de la société québécoise », a conclu M. Larose.

Associated Press

NATIONS UNIES — Il y a quelques années, l'anglais et le français étaient considérés comme des langues jumelles dans les milieux diplomatiques. Mais si l'on se réfère aujourd'hui au nouveau guide des Nations unies, on peut dire que le français perd du terrain.

Pour la première fois cette année, les pays répertoriés dans le « livre bleu » de l'ONU, le répertoire des

Le français en perte de vitesse à l'ONU

missions permanentes aux Nations unies à New York, ont été priés d'indiquer la langue dans laquelle ils préféreraient recevoir du courrier. À une large majorité, c'était l'anglais.

Les pays interrogés avaient le choix entre l'anglais, l'espagnol ou le français car les trois autres langues officielles à l'ONU, le russe, le chinois et l'arabe, ne peuvent pas être lues par la plupart des programmes de traitement de textes.

Sur les 185 membres qui ont répondu, 130 préféraient l'anglais, 36 le français et 19 l'espagnol.

L'anglais a apparemment gagné du terrain ces dernières années, no-

tamment parce que c'est, à part quelques exceptions, la langue préférée des pays issus de la chute de l'Union soviétique.

En Asie, le Laos et le Cambodge ont fait savoir qu'ils préféraient le français, mais le Vietnam, qui a été aussi une ancienne colonie française, a opté pour l'anglais. Le Luxembourg a choisi le français, mais le Liechtenstein a préféré l'anglais, tout comme l'Italie et la plupart des pays arabes.

Le Brésil, dont la langue maternelle, le Portugais, est assez proche de l'espagnol, a pourtant opté pour l'anglais. La Roumanie, en revanche, a choisi le français. Seul le Canada a coché deux langues : l'anglais et le français.

ACTUALITÉS



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Entre 1000 et 2000 citoyens de la vallée de la Rouge, dans les Hautes-Laurentides, ont marché hier pour s'opposer à une nouvelle réduction des services à l'hôpital de L'Annonciation.

HÔPITAL DE L'ANNONCIATION

Les citoyens se liquent contre la réduction des services

SYLVAIN LAROCQUE

L'ANNONCIATION — À l'heure où tout le monde spéculé sur l'ampleur des réinvestissements dans le réseau de la santé, plus de 1000 citoyens de la vallée de la Rouge, dans les Hautes-Laurentides, ont marché hier pour signifier au gouvernement qu'ils n'acceptent pas que les services soient une nouvelle fois réduits à l'hôpital de L'Annonciation.

Le long cordon humain qui a cheminé du centre du village de L'Annonciation jusqu'à l'hôpital Antoine-Labelle, deux kilomètres plus loin, était plutôt impressionnant, surtout dans une région qui compte 12 000 habitants permanents (environ 50 000 en période estivale).

« Notre hôpital, c'est vital. Ça touche une corde sensible chez les

gens », indique François Labelle quand on lui demande s'il est surpris de voir que tant de gens se soient déplacés. « On se bat aussi pour toutes les autres régions », renchérit Jean-Marie Laramée, qui est infirmier à l'hôpital.

Déterminés, scandant des slogans du type « L'hôpital, c'est à nous » et agitant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Équité régionale », les citoyens ont accusé le gouvernement de continuer à couper dans le budget de leur hôpital alors qu'il prévoit des réinvestissements ailleurs.

« Comme vous, je tiens à venir me faire soigner ici, et non à faire une heure d'ambulance avant de l'être à Mont-Laurier », a lancé le président du comité de survie de l'hôpital, Roland Pépin, à la foule rassemblée dans le stationnement de l'hôpital.

Les manifestants craignent par-dessus tout la fermeture de la salle d'urgence pendant la nuit, un scénario qui été évoqué par la direction de l'établissement pour atteindre l'équilibre budgétaire, à la demande de la régie régionale de la santé et des services sociaux.

Or, les hôpitaux les plus proches sont situés à Mont-Laurier, 65 kilomètres au nord et à Sainte-Agathe, 90 kilomètres au sud. « On aura le temps de mourir cinq fois avant d'arriver là », s'indigne Jean-Marie Laramée.

Aux prises avec un déficit budgétaire depuis plusieurs années, l'hôpital a aussi envisagé la fermeture complète de l'unité des soins intensifs, du service d'inhalothérapie et de physiothérapie en externe. « Il me semble que les soins intensifs, ça ne se ferme pas », s'étonne Jacques Major, un résident de L'Ascension âgé de 65 ans.

« Depuis la fusion avec l'hôpital de Mont-Laurier, il y a cinq ans, nous avons subi des compressions de 10 millions. Le million qu'on nous demande aujourd'hui, c'est la goutte qui fait déborder le vase », juge François Labelle, qui est physiothérapeute à l'hôpital.

« En réduisant les services directs aux patients, on risque de garder les gens malades chez eux, poursuit M. Labelle. Il y a bien des personnes âgées qui refuseront d'aller à Mont-Laurier pour un traitement d'inhalothérapie. En bout de ligne, ça va coûter plus cher que le million que les comptables veulent couper. »

Depuis plusieurs années, la région était en déclin démographique, mais le vent tourne, est venu dire le maire de La Macaza, Richard Therrien. « Au cours des cinq dernières années, la population a

augmenté de près de 5 %, notamment grâce à la station Tremblant », souligne-t-il.

De nombreux retraités viennent s'établir dans la région, a rappelé la présidente du syndicat des infirmières de l'hôpital, Suzanne Clerk. « Avant de venir, ils prennent soin de s'informer s'il y a un hôpital dans la région, et s'il peut les servir en pleine nuit », dit-elle.

Vendredi, la régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides a publié un communiqué dans lequel elle affirme qu'« aucune décision de réduire ou couper quelque service que ce soit à L'Annonciation n'a été prise », et que l'urgence sera épargnée. « Les décisions qui seront prises ne feront aucune concession qui mettrait en péril un accès équitable et sécuritaire aux services », assure la régie.

La puce antiviolence est arrivée

Presse Canadienne

OTTAWA — Il n'y aura désormais plus lieu de chercher nerveusement la télécommande lorsque défilent au petit écran des scènes trop osées pour les marmots.

Les télédiffuseurs et câblodistributeurs du pays ont en effet commencé ce mois-ci à encoder leur programmation de façon à ce qu'elle puisse être filtrée par la puce antiviolence — la V-chip chez nos voisins du Canada anglais —, un dispositif intégré ou ajouté au téléviseur.

L'écran tourne au noir dès que la puce détecte un code de classification — invisible pour les téléspectateurs — indiquant que l'émission ou le passage en cours comporte des dialogues grossiers, des scènes violentes ou érotiques.

Le système de classification analysé par la puce est le même que les télédiffuseurs utilisent déjà : il va de la cote C pour les émissions destinées aux enfants de 8 ans et plus à la cote 18 ans et plus pour la programmation réservée aux adultes.

Mis au point par le Groupe d'action sur la violence à la télévision et approuvé par le CRTC, ce système de classification s'applique aux émissions et dessins animés pour enfants, aux films, téléromans, téléseries et émissions de télévérité.

Les bulletins de nouvelles et de sports, de

même que les émissions de variété échappent au contrôle de la puce.

Au moins 250 000 foyers au pays disposent d'un téléviseur muni d'une puce antiviolence, selon le Groupe d'action sur la violence à la télévision.

Néanmoins, d'aucuns estiment que ce dispositif ne contribue qu'à donner bonne conscience aux parents.

« Les parents se fient trop sur les ressources extérieures — le gouvernement et les autres — pour les aider à régler tout ce qu'ils font pour élever leurs enfants », croit Claudine Goller, une enseignante à la retraite qui donne des cours sur la connaissance des médias.

Du coup, les parents négligent de discuter ouvertement avec leurs enfants, dit-elle.

« La puce antiviolence ne fera qu'inciter les parents à se dire : « Parfait, voilà ma contribution. »

Al MacKay, président du Groupe d'action sur la violence à la télévision, reconnaît que la puce ne doit pas inciter les parents à se soustraire à leur rôle d'éducateurs.

Mais, dit-il, « il n'y a pas une seule réponse ».

Pour le moment, les puces antiviolence ne sont installées qu'en cours de fabrication. Les anciens postes de télévision ne peuvent être mis à niveau, mais on peut les doter d'un boîtier autonome.

Système d'identification contre la fièvre aphteuse

Presse Canadienne

WINNIPEG — Grâce à un nouveau système d'identification du cheptel bovin mis en place en janvier, le Canada est probablement en meilleure posture que les États-Unis pour endiguer toute épizootie de fièvre aphteuse, estime l'Agence canadienne d'identification du bétail.

Le Canada avait aboli ce programme en 1985, la dernière crise de fièvre aphteuse remontant à 1952.

Il faudrait trois ans aux Américains pour mettre au point un tel système, lequel recourt à l'étiquetage et aux codes-barres pour identifier chaque bête.

« Ils n'ont pas une infrastructure nationale semblable à celle que nous avons au Canada

et qui leur permette de réagir aussi vite », affirme Julie Stitt, directrice générale de l'agence.

Bien que les nouvelles étiquettes ne soient disponibles que depuis quelques mois au Canada, Mme Stitt estime qu'on a identifié la moitié des quatre millions de têtes que compte le cheptel bovin.

Depuis janvier, tout animal arraché à son troupeau d'origine au Canada doit être étiqueté. En juillet, les abattoirs seront tenus de tenir compte de l'étiquetage des bêtes.

Selon l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'identification des animaux de boucherie est l'un des meilleurs moyens de retracer le foyer d'infection lors d'une épizootie comme celle de la fièvre aphteuse.

219\$ PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Compte seulement 785\$

NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

CLIMATISEUR
AM/FM/CD
PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE
PARE-CHOC COULEUR CARROSSERIE
DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40
MOTEUR 1.8 L DE 126 CHEVAUX
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ACOMPTE	MENSUALITÉ
1995 \$	199 \$
1495 \$	209 \$
785 \$	219 \$
0 \$	239 \$

ACCÉDEZ AU POUVOIR

SENTRA

2,8%***
FINANCEMENT À L'ACHAT

*Location de 48 mois pour la Sentra XE + Option Plus + (C4LGS1 BK10). Acompte ou échange équivalent de 785\$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (Toutes taxes incluses) reçue à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement à partir de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. www.nissancanada.com 1 800 387-0122

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA SANTÉ

Appui du fédéral et des provinces

Presse Canadienne

OTTAWA — Le gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux seraient d'accord pour que l'ex-premier ministre de Saskatchewan Roy Romanow préside une commission d'enquête nationale sur les soins de santé.

Un fonctionnaire fédéral a confirmé que l'idée est à l'étude. M. Romanow a récemment été invité à en débattre avec le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, et le conseiller principal du premier ministre Jean Chrétien, Eddie Goldenberg.

Tout indique que l'idée plaît aux provinces, lesquelles consacrent maintenant le tiers, voire la moitié de leur budget à la santé, et recherchent désespérément des moyens de remédier à cette situation.

Le ministre de la Santé de l'Alberta, Gary Mar, s'est dit d'accord avec une enquête présidée par M. Romanow, tout comme le porte-parole du ministre de la Santé du Manitoba, Dave Chomiak.

L'automne dernier, l'injection de fonds fédéraux a ramené les paiements de transfert fédéraux à leurs niveaux précédant les compressions budgétaires des années 1990, sans cependant régler les problèmes chroniques qui affligent le système de soins de santé.

Ceux-ci incluent l'escalade des coûts des médicaments, la pénurie de professionnels de la santé, le retrait de certains soins de la liste des services assurés, la privatisation, le resquillage et l'incapacité du gouvernement fédéral de faire respecter des normes nationales.

On ignore en quoi le mandat d'une nouvelle commission d'enquête différerait de celui du Forum national sur la santé, qui a mené des recherches et des consultations poussées sur ce sujet de 1994 à 1997. Le Forum avait notamment recommandé que le régime de soins de santé soit élargi pour y inclure les médicaments et les soins à domicile dans les services assurés. Ses recommandations sont, pour l'essentiel, restées lettre morte.

Or, cette fois, plusieurs semblent croire que les choses seront différentes.

Ce pourrait être «une bonne chose», estime Michael Rachlis, un analyste des questions de santé qui critique fréquemment les politiques gouvernementales.

Pour sa part, Peter Barrett, le président de l'Association médicale canadienne, dit espérer qu'une telle commission d'enquête «mette l'accent sur les solutions plutôt que sur ce qui va mal dans le système».

Tom Noseworthy, ex-membre du Forum national sur la santé, fait remarquer qu'un plus grand nombre de services sont maintenant fournis hors des hôpitaux, que les médicaments représentent une part beaucoup plus élevée des coûts du régime et que le secteur privé acquiert un rôle qu'on ne peut nier, mais qui doit être circonscrit.

Mais Ginette Lemire Rodger, la présidente de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada, craint qu'une nouvelle commission d'enquête ne se transforme en prétexte pour reporter les choses à plus tard.

Des études ont été menées dans chaque province, dit-elle, et la plupart d'entre elles en sont venues aux mêmes conclusions. «Nous n'avons pas besoin d'une autre commission royale, nous avons besoin d'action», dit-elle.

ENLÈVEMENT INTERNATIONAL DES ENFANTS

Bernard Bigras exige une loi

SYLVAIN LAROCQUE

« La lutte contre l'enlèvement international des enfants est d'abord et avant tout une lutte pour le droit des enfants et pour l'amour de leur parents », a plaidé hier Bernard Bigras, député bloquiste de Rosemont-Petite-Patrie. « Les solutions commandent de la part du gouvernement canadien un leadership international et diplomatique vigoureux. »

Bernard Bigras n'en est pas à sa première croisade. À la Chambre des communes, il a déjà déposé des motions prônant la légalisation de la marijuana pour usage thérapeutique et dénonçant la violence à la télévision. Mais la motion qu'il a déposée il y a quelques semaines et qui sera débattue en Chambre à compter d'aujourd'hui est certainement la plus importante pour lui sur le plan personnel.

En janvier 1993, la conjointe de M. Bigras, qui a la garde légale de son fils Karim, se le fait enlever. Il est alors âgé de trois ans. Le père, un Canadien d'origine égyptienne, a profité d'une sortie dominicale pour kidnapper l'enfant et l'emmené en Égypte. Depuis le début de ce « drame humain et familial inestimable et irrésolu », Micheline Tremblay a multiplié les démarches juridiques pour récupérer Karim, mais elle se heurte à la tradition égyptienne qui prévoit qu'un enfant né d'un père musulman doit pratiquer l'islam et que la mère doit être mariée au père de son enfant. De plus, le témoignage d'une femme ne compte que pour la moitié

de celui d'un homme devant le tribunal égyptien. M^{me} Tremblay peut voir son fils là-bas, mais pas le ramener ici.

Loi musulmane

À l'instar de nombreux pays régis par la loi musulmane, l'Égypte n'a pas encore signé la Convention de la Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Ottawa et Le Caire ont certes conclu un traité de rapatriement, mais il ne comporte aucune mesure exécutoire imposant le respect de l'ordonnance de garde du tribunal initial.

Dans la motion qu'il a déposée, le député Bigras exhorte le gouvernement canadien à faire des démarches en vue d'accroître le nombre de pays signataires de la Convention de La Haye (54 pays à l'heure actuelle) et à signer des ententes bilatérales exécutoires avec les pays récalcitrants.

« Il faut aussi que le Canada prenne les mesures nécessaires à l'intérieur de ses frontières pour lutter contre ce fléau », a poursuivi M. Bigras. Le député propose de resserrer la vérification des passeports des parents voyageant avec des enfants, d'y indiquer, le cas échéant, l'existence d'une ordonnance de garde, de créer un registre national des enfants enlevés accessible par les douaniers et de donner plus d'autorité à ces derniers. « On estime à 200 le nombre de cas où les agents des douanes ont soupçonné un enlèvement d'enfant, mais n'ont pas pu arrêter les ravisseurs présumés parce qu'ils n'en avaient pas le pouvoir », souligne Bernard Bigras.

En 1999, près de 360 enlèvements d'enfants par le père ou la mère ont été signalés au Bureau d'enregistrement des enfants disparus.

SOMMET DES AMÉRIQUES

Étudiants et manifestants se préparent

Presse Canadienne

RIMOUSKI — La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) entreprendra à compter d'aujourd'hui une tournée d'information de sept jours dans 55 collèges du Québec afin de mobiliser de 3000 à 4000 étudiants lors des négociations de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à Québec.

L'organisme craint que les politiques adoptées en secret par les chefs d'État des Amériques en viennent à créer au Canada un secteur de l'éducation à deux vitesses.

La reconnaissance du diplôme collégial à travers les trois Amériques fait aussi partie des craintes de la fédération, compte tenu que la formule des cégeps n'existe qu'au Québec.

« C'est notre plus importante crainte. On partage aussi l'appréhension de plusieurs groupes à l'effet qu'il y ait une scission entre l'éducation publique et l'éducation privée », a souligné Alexandre Gagnon, porte-parole de la FECQ dont le conseil d'administration était en réunion en fin de semaine à Rimouski.

La FECQ regroupe plus de 90 000 étudiants des secteurs collégiaux, pré-universitaires et techniques dans une douzaine de régions du Québec. « On sait qu'il pourrait y avoir de la casse à Québec. Nous, on y va pacifiquement », a spécifié le porte-parole.

Confrontation

La mise en garde du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, qui préfère l'annulation du Sommet des Amériques plutôt que de créer de la casse, est perçue comme une triste réalité par des groupes de manifestants.

« Les propos du maire L'Allier prouvent à quel point les gens qui devraient avoir le véritable pouvoir ont totalement perdu le contrôle sur cet événement », a commenté, hier, M. Robin Couture, du Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA).

Lui et Tania Hallé, une représentante du groupe de manifestants CLAC, de Montréal, faisaient le point sur le plan d'action adopté par environ 200 opposants qui étaient réunis à Québec.

Vendredi, M. L'Allier priait le gouvernement fédéral d'oublier le Sommet plutôt que de recréer la Crise d'octobre à Québec.

Bien qu'ils avouent n'avoir encore de stratégie établie sur la coordination des manifestations, les groupes d'opposants ont réitéré leur bonne foi en appuyant des actes pacifiques.

« Il n'y a personne qui va être muni de fusils parmi les manifestants. La GRC prend les devants avec l'utilisation d'armes à balles de caoutchouc. Le groupe le plus dangereux, c'est celui des policiers », a signalé, pour sa part, Pascal Durand, le représentant du Groupe Anti Mondialisation.

Les opposants à la rencontre des 34 chefs d'État ont refusé de dévoiler l'endroit où ils manifesteront pendant la rencontre du 20 au 22 avril. Mais leur stratégie prévoit l'identification de zones distinctes qui seront davantage propices aux actes d'affrontements qu'aux manifestations pacifiques.

Des policiers de l'escouade anti-émeute de la police de Québec ont d'ailleurs participé hier à une répétition générale en vue du Sommet. L'opération s'est déroulée à la base militaire de Valcartier. Selon le lieutenant Pierre Légaré, de la police de Québec, une soixantaine de policiers ont participé à cette pratique.

Le meilleur remède pour les "bleus de l'hiver"



2000 Z3 2.3 (300 km)
Rouge clair, int. noir, phares anti-brouillard, a/c, Harmon Kardon
42 500 \$

2000 323 (4 000 km)
Argent/int. beige, ensemble premium, syst. alarme, boîte automatique, phares au xenon, Harmon Kardon
43 245 \$

2001 X5 V8 4 X 4 (25 000 km)
Argent/cuir noir, marche-pied en aluminium, chaîne stéréo Hi-Fi avec DSP, vitres teintées
73 290 \$

2000 323i (1 000 km)
Noir cosmos/beige, ensemble sport III, roues de 17 po, Harmon Kardon
41 700 \$

2001 330i (8 800 km)
Noir jet/beige, détecteur de pluie, porte ski, appliqué en bois, boîte automatique.
47 525 \$

2001 525ia (4 000 km)
Argent/cuir noir, appliqué en bois, sac à ski, détecteur de pluie
59 250 \$

2001 320i (4 000 km)
Rouge clair/charcoal, DSP III, ensemble sport
38 725 \$



2001 330i (10 000 km)
Ensemble sport, Harmon Kardon, détecteur de pluie
51 800 \$

Le plaisir de conduire.™

BMW Canbec

4090, rue Jean-Talon Ouest (514) 731-7871

Visitez notre site web : www.bmwcanbec.com

La reine stressée de la Petite-Italie



**NATHALIE PETROWSKI
RENCONTRE
MISSSTRESS BARBARA**

Barbara Bonfiglio, alias Missstress Barbara, étoile montante des DJ du monde entier, a deux vies. D'un côté, il y a la musique techno, les vinyles et les tables tournantes, les raves où elle peut faire danser 10 000 personnes toute la nuit, les vodkas Red Bull pour lui donner du pep, les talons hauts Prada, le jet-set, le jet-lag, le stress, le strass et les avions qu'elle prend aussi souvent que certains prennent le métro.

De l'autre, il y a papa Cesare, maman Alberta, leur librairie italienne sur le boulevard Saint-Laurent, le studio de son de leur fille juste en haut, les tonnes larmoyantes de Ricardo Coccianta, les pâtes de chez Lucca arrosées de vino et une vie familiale à l'italienne, traditionnelle, tricotée serrée et fleurant l'huile d'olive, la sauce tomate et le capuccino.

À 25 ans, sans enfant ni petit ami permanent, parlant couramment l'anglais, le français et l'italien, la maîtresse de la nuit arrive à tout concilier. Elle le fait sans effort, comme si la jeune femme moderne et un tantinet névrosée en elle avait besoin de cultiver ces univers contradictoires pour être équilibrée.

La première fois que j'ai vu Missstress Barbara, elle était interviewée par Stéphan Bureau au Point. Tout le monde semblait la connaître sauf moi. Et quand j'écris tout le monde, je ne parle pas seulement des technos montréalais qui ont découvert son sens furieux du rythme et l'agilité folle de ses mains qui font tourner sans défaillir trois platines en même temps en les changeant à toutes les minutes comme des assiettes.

Je parle des technos de Paris, Londres, Barcelone, Seattle ou Tokyo qui se précipitent dans les clubs où elle débarque à 4 heures du matin pour communier jusqu'à l'aube avec sa furieuse alchimie.

Rare oiseau féminin dans le cheptel mondial des DJ dont les femmes se sont souvent exclues d'elles-mêmes par technophobie, Missstress Barbara, qui a une licence de pilote et une formation de Cadets de l'air, a rapidement piqué la curiosité de ses pairs.

Qui dit jolie fille dans un univers presque exclusivement masculin, dit marketing. Avec ses longs cheveux noirs, son corps mince et élancé et son nom jouant sur le stress moderne et l'ambiguïté sado-maso, Missstress est éminemment marketable.

Mais la vraie clé de son succès tient à son énergie volcanique, son ambition démesurée et son fin sens des affaires. Au lieu de se contenter bêtement de faire danser les foules locales, celle qui fut barmaid au Café Campus et Chez Alexandre, a vite compris qu'à l'heure de la mondialisation, elle devait produire ses propres disques pour percer le marché international.

« Le marché est tellement saturé.



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

À 25 ans, sans enfant ni petit ami permanent, parlant couramment l'anglais, le français et l'italien, Barbara Bonfiglio, la maîtresse de la nuit, arrive à tout concilier.

Il y a tellement de DJ que la seule façon de faire une différence, c'est de produire ses disques », explique-t-elle avec aplomb.

Ce ne fut pas long que ses vinyles imprimés à moins de mille exemplaires et distribués de manière marginale mais efficace, se retrouvèrent un peu partout sur les tables tournantes de la planète. Après le Québec, le Canada anglais fut le premier à lui ouvrir les portes de la nuit à Toronto et Vancouver. Les Américains emboîtèrent le pas, puis l'Europe et le Japon.

Rencontrer la Missstress fut relativement facile. Même si elle part souvent à l'étranger, elle revient aussi souvent à Montréal, son point d'ancrage sur terre.

En m'accueillant dans son studio en plein cœur de la Petite-Italie, elle commença par s'excuser de l'exiguïté des lieux puis par m'expliquer sur un ton haletant et échevelé qu'elle vivait toujours chez ses parents, à Mont-Royal, mais que ça ne pouvait plus durer parce que les soirs d'insomnie, quand elle se mourait de mixer des pistes, le trajet entre la maison et le studio était trop long et que, pour y remédier, elle allait incessamment se faire construire un nouveau studio en haut de celui-ci.

« Enfin je vais pouvoir vivre avec mon studio ! » s'écria-t-elle, comme si son studio était un Roméo et elle, une Juliette, cruellement séparés par le destin depuis trop longtemps.

Ce ne fut pas son seul cri du cœur à l'égard d'un objet inanimé. Avant d'être amoureuse de son studio, Barbara aimait d'amour sa batterie qu'elle rencontra à l'âge de 12 ans et fréquenta passionnément jusqu'à 18 ans. À cette époque de sa vie, son plus gros kick était de commander un pichet de bière au Café Campus et de jouer de la batterie avec sa tête en écoutant Led Zeppelin et son mythique batteur toute la soirée.

« Quand j'ai décidé de devenir DJ, j'ai été obligée de vendre ma batterie pour me payer des tables tournantes professionnelles. Ce fut la plus grosse peine d'amour de ma vie », raconte-t-elle sans ironie.

Le passage de la batterie à la table tournante fut quasi initiatique. Du jour au lendemain, le garçon manqué qui ne pensait qu'à piloter des avions, piocher sur son drum et ne se souciait pas une seconde de son apparence, s'est mué en fille en talons hauts et en monument de féminité.

« C'est difficile à expliquer, mais une chose est claire : ma féminité a explosé quand je suis devenue DJ », annonce-t-elle en précisant immédiatement le lieu et la date de son historique mutation : le 4 mai 1996, à Sorel, dans le tout premier rave où elle se retrouva aux commandes des tables tournantes.

Si la suite fut tout aussi historique, ce qui la précède est fascinant, sociologiquement parlant.

Barbara Bonfiglio est en effet un modèle d'intégration culturelle et linguistique dont Gérard Larose, le président des états généraux sur la langue aurait intérêt à s'inspirer. Née à Catagna, un village sicilien qui faillit être lavé de la carte par l'éruption de l'Etna, en 1669, la petite Barbara est arrivée à Montréal à 7 ans et demi avec son frère aîné. À l'époque, elle ne parlait que l'italien.

Son père, un ingénieur qui participa à la construction du réseau d'autoroutes italiennes avait cinquante ans passé, un âge tardif pour immigrer. Des problèmes de cœur et de stress (dont sa fille au-

rait hérité) l'obligeaient à ralentir ses activités. Au lieu de moisir à Catagna, Cesare décida de recommencer sa vie à Montréal, où vivait déjà une de ses sœurs.

En arrivant, Cesare et sa femme Alberta furent immédiatement confrontés au problème de la langue. Laquelle choisir et au nom de quels critères ?

La vraie clé de son succès tient à son énergie volcanique, son ambition démesurée et son fin sens des affaires.

« Mes parents ont fait un choix très judicieux », raconte Barbara dans un français impeccable. Ils ont immédiatement compris que le français était la langue la plus difficile à maîtriser et que si je ne l'apprenais pas à l'école, je ne le parlerais jamais. Ils m'ont donc inscrite à l'école française en se disant qu'une fois la langue difficile maîtrisée, j'ap-

prendrais la deuxième facilement dans la rue. C'est exactement ce qui s'est produit. »

C'est ainsi que la reine des raves dont le tout premier CD (*Relentless beats*) lancé en février fut numéro un chez Archambault pendant des semaines, a fait son cour primaire à l'école Saint-Clément de Mont-Royal, son secondaire à Pierre-Laporte, son cours collégial au cégep Saint-Laurent en cinéma et des études universitaires en communication à l'UQAM.

Parce qu'elle n'est pas née ici, que ses parents ne sont des immigrants typiques de la première génération, Barbara n'est pas une Italo-montréalaise comme les autres. Les faux Ginos de Saint-Léonard, arrogants et fiers d'être italiens alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds en Italie, très peu pour elle.

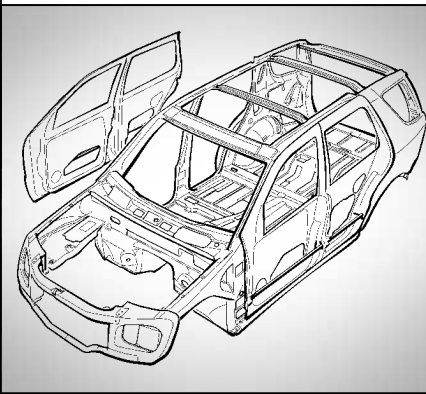
« Je trouve que les Italiens d'ici n'ont pas de classe et qu'ils sont quêtaines à mourir. Je ne me suis jamais tenue avec eux », peste-t-



C'est aussi un endroit sûr pour placer votre argent.

Suite à une analyse indépendante du prix d'achat et du coût de possession d'un véhicule - dépréciation, entretien, réparations, consommation, frais de financement et d'assurance - la ML320 2001 a été nommée:

MEILLEURE VALEUR HORS TOUT 2001 DANS LA CATÉGORIE DES UTILITAIRES SPORT INTERMÉDIAIRES' PAR INTELLICHOICE®



529\$
Une valeur équitable

► **LA CLASSE M.** Selon les experts d'IntelliChoice, le coût de possession de véhicules au prix d'achat semblable peut varier de milliers de dollars. Chaque année, ces experts calculent tous les frais associés à plus de 800 voitures et camionnettes. Puis ils nomment le véhicule qui constitue la meilleure valeur hors tout de sa catégorie.

► L'heureux élu vous est offert, pendant une durée limitée, à un taux de location-bail très attrayant. Si vous pensiez que la sécurité légendaire de la Classe M se payait fort cher, détrompez-vous : aucun VUS de sa classe ne vous offre une meilleure valeur. Pour l'adresse du concessionnaire le plus proche : 1 800 387-0100 ou www.mercedes-benz.ca.



Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

Offre de durée limitée, sur approbation de Mercedes-Benz Crédit Canada. Chez les concessionnaires participants seulement. Chiffres basés sur un bail de 24 mois à faible kilométrage pour une ML320 Élégance 2001 avec verre teinté en option, avec valeur de reprise fixe, taux d'intérêt annuel de 5,5 % et coût d'acquisition de 55 210 \$, transport non compris. À la signature du bail, le client s'engage à verser : un acompte de 9 000 \$ (ou reprise équivalente), la première mensualité de 529 \$, un dépôt de garantie remboursable correspondant à environ un mois de location, les frais de transport et de préparation, les taxes en vigueur, et les frais d'enregistrement et d'immatriculation. Le client accepte de faire 24 versements égaux de 529 \$, plus taxes, représentant un total de 12 696 \$ plus les frais d'enregistrement et les taxes en vigueur. Les frais d'assurance, d'entretien et de réparation sont à la charge du client. [Pour le Québec, voir en page 1 du contrat de bail pour plus de détails sur les termes et conditions.] Si le client décide de ne pas acheter le véhicule en fin de bail, il s'engage à rendre ledit véhicule au concessionnaire et est responsable pour tout kilométrage au-delà de 36 000 kilomètres, au coût de 20 c le km, ainsi que, le cas échéant, pour tout excès d'usure et d'utilisation. [Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les degrés d'utilisation courants et les coûts entraînés au-delà de la normale.] Le client a l'option d'acheter le véhicule en fin de bail pour la somme de 38 094 \$ plus les frais et les taxes en vigueur, sauf au Manitoba où l'option d'achat n'est pas possible. Les accessoires en option sont en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Détails complets auprès du concessionnaire. *P.D.S.F. de la ML320 Classique 2001. 1De plus de 27 000 \$ (U.S.). © Mercedes-Benz Canada Inc., 2001, Toronto, Ont. Une Compagnie DaimlerChrysler

Les pays d'Amérique centrale avaient déjà commencé à discuter de la création d'une union politique et douanière avant même que le Marché commun européen ne prenne son envol mais, quarante ans plus tard, ils n'y sont toujours pas arrivés. C'est donc en ordre dispersé qu'ils se présenteront au Sommet de Québec le mois prochain.



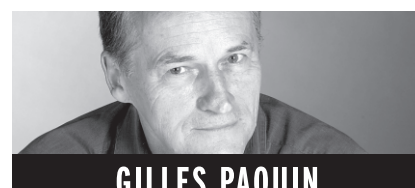
Le centre historique de Ciudad Guatemala, la capitale du pays.

Photos SIGLO VEINTIUNO, collaboration spéciale

Le rêve brisé du Marché commun



Ci-dessus, des édifices de la partie la plus moderne de la capitale du Guatemala. Ci-dessous, un enfant, pieds nus, se promène Avenue Reforma, à Ciudad Guatemala.



GILLES PAQUIN

envoyé spécial

EN AMÉRIQUE CENTRALE

SAM | 1 > Nicaragua

DIM | 2 > Guatemala

LUN | 3 > L'échec d'un traité

MANAGUA, Nicaragua — Les républiques d'Amérique centrale caressaient de grands espoirs lorsqu'elles ont créé le marché commun centro-américain, en 1960, mais quarante ans plus tard, leur rêve semble toujours aussi insaisissable.

Sur papier, l'Union centro-américaine existe. La dernière version de sa constitution, adoptée en septembre 1998, a été signée par les présidents du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama. Dans les faits, elle reste largement symbolique et ses faibles institutions sont constamment tiraillées par des conflits.

Comment parler de libre-échange quand, par exemple, le Nicaragua impose des droits de douane de 33 % sur les produits honduriens ? Comment parler de marché commun quand le Costa Rica et le Nicaragua interdisent tour à tour l'entrée de produits agricoles en prétextant qu'ils ne respectent pas les règlements sur les produits alimentaires ?

Ainsi le Parlement centro-américain, dont le siège est au Guatemala, a encore moins de pouvoirs que son homologue européen et la Cour centro-américaine de justice, installée à Managua, en a moins que celle de La Haye.

Les décisions de ses comités sont par ailleurs souvent remises en cause par les pays membres.

Rien n'avance

« Nous dépensons au moins 100 millions de dollars par année pour maintenir le système actuel et pourtant, rien n'avance. Si nous ne pouvons pas le faire fonctionner correctement, alors qu'on ferme tout ça et qu'on en finisse », dit l'ancien vérificateur général du Nicaragua, Agustín Jarquín. Personne ne songe vraiment à abolir l'Union, ajoute-t-il aussitôt, avouant qu'il ne peut que s'emporter devant la gravité de la situation actuelle.

L'indifférence est générale face à l'urgence d'entreprendre une réforme en profondeur de cette institution, dit-il. « Les politiciens n'en parlent jamais, cela ne leur apporte aucun vote, mais si nous ne le faisons pas, nous sommes cuits parce que nous n'avons aucun poids sur le marché mondial », affirme M. Jarquín.

Ingénieur et fonctionnaire dont l'intégrité n'a jamais été mise en doute, M. Jarquín a été brièvement emprisonné, l'automne dernier, après avoir dénoncé la corruption du gouvernement Aleman. Ce dernier l'avait d'ailleurs poussé à démissionner en encadrant son poste d'une direction collégiale politisée qui lui interdisait à toutes fins utiles de jouer son rôle.

Libéré la veille de Noël après une campagne populaire en sa faveur, il a déclaré lors d'une entrevue accordée à *La Presse*, la semaine dernière, qu'il songeait très sérieusement à revenir en politique active.

Membre actif de la Démocratie chrétienne sous les sandinistes, il avait alors été emprisonné six fois pour ses dures critiques du régime, notamment au chapitre de la liberté d'expression et de commerce. Il a par la suite soutenu la campagne de Violeta Chamorro lors de la campagne électorale qui a sonné la défaite du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et de son président Daniel Ortega, en 1990.

Aujourd'hui courtisé par le FSLN qui veut en faire son candidat à la vice-présidence du pays lors des élections de l'automne prochain, il avoue être en « négociation avec ses adversaires », passage obligé puisque la loi électorale actuelle impose pratiquement le bipartisme, explique-t-il.

Selon lui, les pays d'Amérique centrale doivent absolument remettre leur marché commun sur ses rails avant de s'engager

dans la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Ils doivent se doter d'une voix forte et d'une politique commune claire pour participer aux discussions, dit-il.

La concurrence internationale oblige la région à se trouver des « créneaux » où elle peut être la meilleure sur le marché, juge M. Jarquín. Cela peut se faire en misant sur certaines de ses forces actuelles telles que la pêche, le tourisme ou l'élevage, soit en développant de nouveaux produits.

Les problèmes du Nicaragua proviennent en bonne partie de ses partenaires, estime pour sa part le ministre de l'Agriculture, Augusto Navarro. Les petits pays comme le sien ne peuvent produire au même prix que les États-Unis où l'agriculture est fortement subventionnée. En outre, les prix des produits traditionnels comme le café ou le sucre étant très bas, le Nicaragua doit se tourner vers des marchés plus rentables. Il souhaite, par exemple, miser sur la forêt, estimant que le climat tropical procure un avantage à son pays.

Pour le porte-parole du Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), Boyardo Izaba, c'est le protectionnisme qui étouffe le Nicaragua et les autres pays d'Amérique centrale. Les consommateurs doivent payer certains produits le double du prix de vente aux États-Unis parce que l'État protège le marché de certaines entreprises nationales qui en profitent, dit-il.

« De même, les institutions du système bancaire imposent des taux d'intérêt de 24 à 30 % sur les prêts personnels. C'est invivable, on devrait toutes les laisser crever comme les cinq qui ont déclaré faillite depuis six ans », poursuit M. Izaba.

Selon lui, il n'y a que deux secteurs qui se développent au Nicaragua, les usines de textile des zones franches (les *maquiladoras*) et la construction. Le Nicaragua devrait cesser de prétendre qu'il est un pays agricole, tout ce qu'il exporte, c'est de la main-d'œuvre, soutient-il. « C'est un pays pauvre qui ne peut s'en sortir par la magie d'une zone de libre-échange, il lui faut se libérer de la dette extérieure laissée par la guerre et les catastrophes naturelles. »

Guatemala

Le ton est tout autre au Guatemala où le CACIF, l'équivalent du Conseil du patronat au Québec, souhaite vivement que le pays s'ouvre sur l'étranger. Il n'en reste pas moins que le traité conclu avec le Mexique, entré en vigueur le 16 mars, accorde une protection particulière aux produits de certaines grandes entreprises guatémaltèques.

« Le Guatemala comprend que le monde a changé, mais il y a encore des quotas qui protègent le marché américain, notamment pour le sucre, les bananes et le textile », explique Mario Montano, président du secteur industriel.

Selon lui, le Costa Rica a vu ses exportations augmenter trois fois plus que ses importations depuis qu'il a négocié un traité de libre-échange avec le Mexique. C'est un exemple à suivre pour le Guatemala, dit M. Montano.

L'an dernier, 43 % des exportations du Guatemala allaient au Mexique et 50 % aux États-Unis.

« C'est un miroir aux alouettes, les PME vont tomber comme des mouches si le Guatemala entre dans la Zone de libre-échange des Amériques », estime le directeur du Centre pour la défense juridique des droits humains, Frank LaRue.

Quant au projet de marché commun d'Amérique centrale, il ne marche pas parce que chacun des pays protège ses monopoles. Au Guatemala, c'est le sucre, le poulet, la bière, le ciment et les boissons alcoolisées, tous des produits contrôlés par des monopoles, ajoute M. LaRue.

« Tout le monde ici tient un discours néolibéral mais, en réalité, nous vivons dans un marché ultraprotégé », dit-il.

Selon lui, le Sommet de Québec sera un drôle de forum où des gouvernements protectionnistes qui violent les droits de l'homme et les règles démocratiques se présenteront comme des régimes libéraux respectueux de l'État de droit.

FIN

En disgrâce dans l'industrie du transport, la compagnie Discover a simplement changé de visage

ANDRÉ CÉDILOT

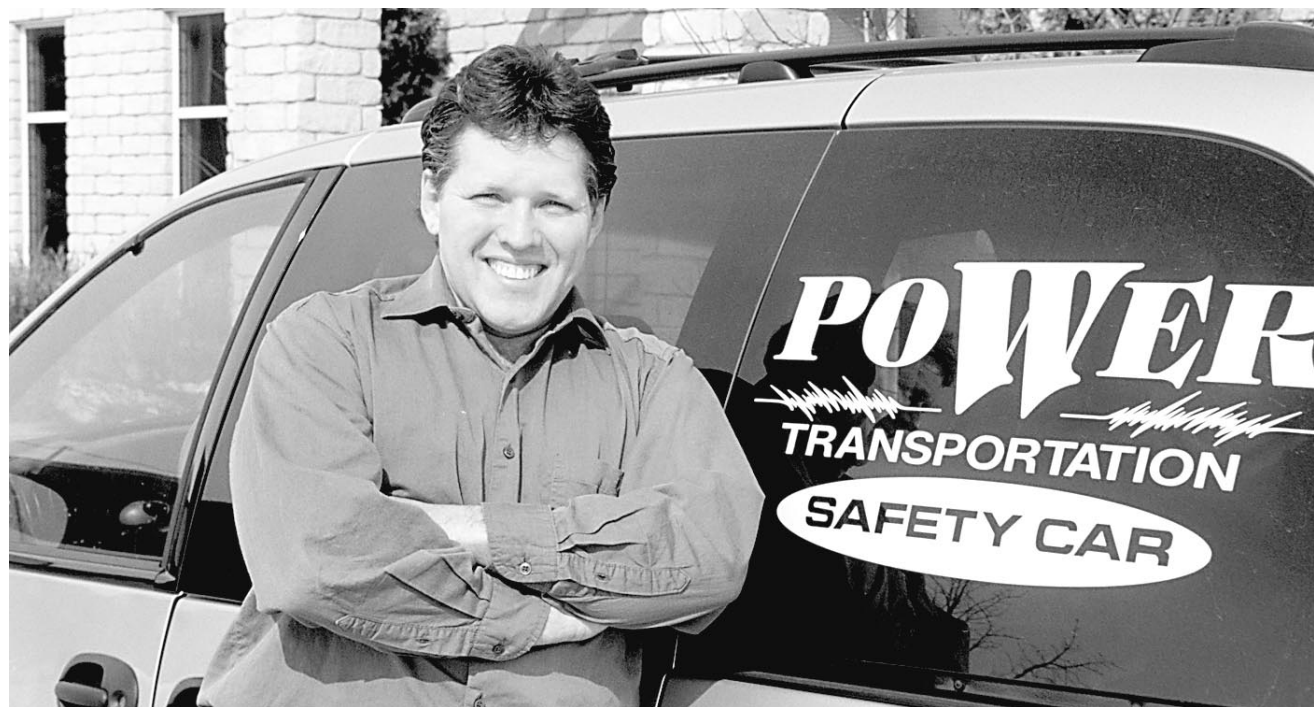
En dépit de la suspension de son permis d'exploitation pour cinq ans, la compagnie Discover, de L'Assomption, continue de faire du transport d'équipements lourds sous un autre nom, avec la même flotte et quasiment le même personnel.

Est-ce un trou dans la loi, un vice de procédure ou l'omission d'un fonctionnaire ? Tant la Société de l'assurance automobile que la Commission des transports du Québec refusent de répondre. « On a ouvert une enquête. On analyse l'ensemble du dossier de très près », a simplement dit le porte-parole des deux organismes, Bertrand Bergeron, embarrassé.

Les vérifications de *La Presse* montrent que Discover a été vendue à une compagnie à numéros, le 15 février, soit 12 jours avant que la Commission des transports ordonne sa fermeture pendant cinq ans en raison d'une gestion déficiente, de la dangerosité de ses véhicules et d'un cumul anormalement élevé d'infractions à la sécurité routière.

La propriétaire de Discover, Manon Choquet, et son conjoint, Stéphane Chagnon, à la tête de toutes les activités, ont pour leur part été déclarés inhabiles à diriger une entreprise de transport, également pour une période de cinq ans, par la commissaire Louise Pelletier.

Le nouvel acquéreur, Rémi Tétrault, est un ex-policier de Laval. Depuis sa retraite, il travaillait à l'occasion chez Discover. Selon des documents, la transaction de deux millions est financée par l'ancienne propriétaire en titre, Manon Choquet. L'entente est devenue officielle



Le président de Power Transportation, Gerry Lemay, veut faire oublier la mauvaise réputation de Discover.

le 3 mars, et les premiers remboursements commenceront le 1^{er} avril prochain.

Enregistrée au nom de M. Tétrault, la compagnie 3825558 Canada inc, a été constituée le 24 octobre dernier, alors que Discover était dans la mire des contrôleurs routiers de la Société de l'assurance automobile. Moins d'un mois plus tard, la nouvelle entreprise située à Saint-Sulpice apparaissait au fichier de la Commission des transports avec la cote « satisfaisante ».

En apprenant le verdict de la Commission des transports à l'encontre de Discover et ses deux administrateurs (Manon Choquet et Stéphane Chagnon), le 27 février, les dirigeants de la nouvelle entreprise ont immédiatement « réimmatriculé » tous les véhicules. La

Société d'assurance automobile n'y a vu que du feu, la décision ayant été inscrite seulement le lendemain, à 16 h 05, dans les registres informatiques de la Commission !

L'ancienne compagnie Discover porte maintenant le nom de Power Transportation. Celle-ci occupe les mêmes bureaux et le même garage, au 48, de l'Industrie, à L'Assomption. Son président et responsable des ventes, Gerry Lemay, 38 ans, travaillait jusqu'à tout récemment pour un concurrent, Transport E.L. Campeau, de Lanoraie. Avant de se joindre à cette dernière, il était chez Discover, où il a fait ses débuts dans l'industrie du transport, il y a trois ans.

Dans une lettre portant l'en-tête de Discover, et dont *La Presse* a obtenu copie, Stéphane Chagnon

avise ses clients de la vente des équipements de la compagnie et de son nouveau nom, Power Transportation. « Depuis le début, mon cœur et mon dévouement ont été sans limite pour satisfaire vos demandes. Aujourd'hui, après une vie professionnelle bien remplie, j'ai eu l'opportunité de passer le flambeau à deux personnes d'expérience dans le transport dimensionnel, Gerry Lemay et Pierre Rochon », dit-il.

Tout en invoquant la confiance qu'il voue à ces deux dirigeants, Chagnon annonce qu'il reste à l'emploi de la nouvelle entreprise comme contrôleur et représentant. À la fin, il assure les anciens clients de Discover que « toutes les soumissions que vous avez déjà reçues

resteront valides et seront honorées par Power Transportation ».

Lors d'une entrevue, mercredi matin, le nouveau président de Power Transportation s'est défendu de jouer le jeu de qui que ce soit. « Il y a trois ou quatre mois qu'on négociait l'achat de Discover. Je connaissais le potentiel de la compagnie. Je n'ai pas prêté mon nom pour faire des conneries. Ce qui est arrivé à Chagnon, c'est de ses affaires. Je n'ai pas acheté son passé, je regarde le futur », assure Gerry Lemay.

Pour sa part, il soumet être associé avec le nouveau propriétaire, Rémi Tétrault. « Il avait vu le deal, et il en a profité. Comme M. Tétrault ne connaît rien dans le transport, il m'a confié la présidence. C'est moi qui mène et c'est moi qui signe les chèques. M. Chagnon est un salarié comme les autres », d'insister M. Lemay. Il ne sait trop par contre ce qu'il adviendra de Manon Choquet. « Elle est en train de fermer les livres de Discover, on verra bien après », dit-il.

En dépit du piètre dossier de Stéphane Chagnon à la Commission des transports, le jeune entrepreneur, nullement gêné par le barrage de questions de *La Presse*, affirme « l'avoir engagé à cause de sa grande expérience ». De son point de vue, les problèmes de Chagnon avec la SAAQ ne sont pas dus à sa compétence, mais à un conflit d'intérêts. « Et les véhicules sont très sécuritaires », insiste M. Lemay.

À ses yeux, « c'est juste Gerry Lemay qui s'est acheté des trucks. Rien de plus », a-t-il conclu, en invitant le reporter de *La Presse* à rencontrer ses employés. Assis au bout d'une petite rangée, Stéphane Chagnon, semblait parfaitement à l'aise loin de son grand bureau de patron.

La petite Erika pourrait bientôt rentrer chez elle

Presse Canadienne



Photo Presse Canadienne

EDMONTON — Erika Nordby, la petite « miraculée » d'Edmonton qui a survécu à une quasi-congélation, pourrait bien rentrer chez elle la semaine prochaine.

Le chirurgien plasticien qui lui a fait des greffes de peau, samedi, a indiqué que l'enfant pourrait quitter l'hôpital si aucune infection ne se déclare. « Je n'ai pas eu à amputer son pied, ni aucun de ses orteils », a dit le docteur Gary Lobay. Pour le moment, tout augure pour le mieux. »

Un petit morceau de peau saine, mesurant environ trois centimètres par sept, a été prélevé sur la cuisse de l'enfant pour permettre de procéder à des greffes sur des sections de son pied gauche et sur le bout de ses orteils.

Si tout va bien, quand le médecin enlèvera ses bandages dans cinq jours, elle n'aura pas besoin d'autres greffes, et ne devra pas subir d'amputation, a assuré M. Lobay.

Cependant, si la greffe « prend », alors la fillette, très active, ne pourra se servir de ses

pieds pendant trois semaines, a-t-il ajouté.

L'aventure d'Erika a fait le tour du monde. Il y a un mois, sa mère l'a trouvée gelée, couchée dans la neige, vêtue seulement d'une couche et d'un t-shirt, par une température de moins 24 degrés Celsius.

L'enfant avait quitté le lit de sa mère et était sortie par une porte mal verrouillée. Quand sa mère l'a retrouvée, en pleine nuit, son cœur avait cessé de battre. À son arrivée à l'hôpital, sa température corporelle n'était que de 16 degrés — soit environ la moitié de la température normale du corps.

Des services sociaux s'apprennent à fournir de l'aide à Erika et à sa mère quand l'enfant recevra son congé de l'hôpital pour enfants d'Edmonton. Ils lui ont notamment offert de l'aider pour les bandages, la physiothérapie et le soutien psychologique. La mère d'Erika élève seule ses deux enfants. Des dons atteignant 3000 \$ ont été recueillis à l'intention d'Erika, et 2500 \$ ont été versés à l'hôpital où elle a été soignée.

La mésaventure d'Erika a fait le tour du monde.

YOGA | **TECHNIQUE NADEAU®**
Souplesse et détente | Exercices santé
Les cours débutent dès cette semaine
Centre Colette Maher
514.387.7221

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs de jour, 25 h/semaine | matin, après-midi, soir, samedi 135 \$ à 145 \$/semaine | 1 à 7 fois/sem. • 195 \$/30 h*
*Matériel pédagogique inclus, pas de taxes, deduction d'impôt, frais d'inscription, 40 \$
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Mtl (514) 278-5309 www.converlang.com

prêtons main-forte
(514) 288-1261
Centraide du Grand Montréal
LE FOND DE CHANGER LES CHOSÉS

SOLARIUMS Zytco
VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
VERRE SUPER-ISO-BLOCK À HAUTE PERFORMANCE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

loto-québec résultats
Tirage du 2001-03-24
GAGNANTS : 6/6: 0, 5/6+: 7, 5/6: 221, 4/6: 13 069, 3/6: 248 841
LOTS : 2 000 000,00 \$, 79 198,40 \$, 2 006,80 \$, 65,00 \$, 10,00 \$
Numéro complémentaire: 41
Ventes totales: 13 742 969 \$
Prochain gros lot (appr.) : 5 000 000 \$

Québec 4/9
Tirage du 2001-03-24
GAGNANTS : 6/6: 1, 5/6+: 1, 5/6: 20, 4/6: 892, 3/6: 16 827
LOTS : 1 000 000,00 \$, 50 000,00 \$, 500,00 \$, 50,00 \$, 5,00 \$
Numéro complémentaire: 02
Ventes totales: 572 876,00 \$

Banco | **Quintissime** | **Extra**
Tirage du 2001-03-25
Tirage du 2001-03-25
NUMÉRO: 576431
Tirage du 2001-03-25
NUMÉRO: 278140

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

LACURA LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
Intersection de la 440, voisin Carrefour Laval (450) 682-4050
Acura 3.2 TL 2001 P.D.S.F. 36 000\$*
225ch.
Incluant: Climatiseur, Moteur V6 VTEC de 225ch., Boîte SportShift séquentiel, Sièges chauffants en cuir, Chaîne sonore Bose® avec lecteur CD, Coudins gonflables avant et latéraux (SRS), Phares haute intensité (HID). Et beaucoup plus...
*Transport et préparation en sus, 950\$ photo indicative seulement Taxes, immatriculation en sus.

Budget du Québec
MESSAGE À LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

« NOS ENFANTS MÉRITENT DES AQUEDUCS, DES ÉGOUTS ET DES ROUTES SÉCURITAIRES. »
— BERNARD LANDRY

Ces infrastructures de base sont essentielles pour assurer le fonctionnement des hôpitaux, des écoles et de l'économie tout entière.

Un sondage a démontré que **95 % DE LA POPULATION DU QUÉBEC SOUHAITE QUE LE GOUVERNEMENT INVESTISSE DANS CES INFRASTRUCTURES.**

Lors du précédent budget, le gouvernement du Québec, par la voix de son actuel premier ministre, avait posé des gestes concrets en faveur des infrastructures de base. Toutefois, les sommes actuellement dévolues à leur mise à niveau sont encore insuffisantes pour stopper leur dégradation et arrêter l'escalade sans fin des dépenses.

C'est pourquoi la Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec demande au gouvernement de prévoir dans son prochain budget un montant supplémentaire de

UN MILLIARD DE DOLLARS, RÉPARTI SUR CINQ ANS

et réservé à la mise à niveau des aqueducs, égouts, routes et ponts existants. Madame la Ministre, nous comptons sur vous pour maintenir le cap sur la prospérité et assurer l'avenir du Québec et de ses enfants.

Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec

MONDE

L'Irak trouble la cohésion du monde arabe

Les chefs de diplomatie réunis à Amman s'entendent sur tout, sauf l'Irak

RANDA HABIB

Agence France-Presse

AMMAN – Les ministres des Affaires étrangères et délégués arabes ont clôturé hier soir leurs travaux à Amman sur un projet de document final du sommet, sans arrêter une position sur l'Irak qui étudiait encore les propositions de ses partenaires.

« Nous avons approuvé le projet de déclaration finale du sommet sur toutes les questions à l'ordre du jour, sauf celle qui concerne les rapports entre l'Irak et le Koweït », a déclaré à la fin de la séance plénière le chef de la diplomatie du pays hôte, Abdel Ilah Khatib. L'Irak s'est d'ores et déjà assuré

le soutien de principe des dirigeants arabes à sa demande au Conseil de sécurité de fournir une aide d'un milliard d'euros aux Palestiniens, prélevée sur ses recettes pétrolières contrôlées par l'ONU.

« Les dirigeants (arabes) soutiennent l'offre irakienne de consacrer un milliard d'euros de ses recettes pétrolières générées par l'accord «pétrole contre nourriture» pour assurer les besoins du peuple palestinien en nourriture et en médicaments et pour assister les familles des martyrs de l'Intifada », selon le projet de résolution finale.

En revanche, l'Irak étudiait encore une proposition faite par un groupe de ministres des Affaires étrangères, dont le jordanien, et approuvée par le Koweït et l'Arabie saoudite.

Des « consultations sont encore en cours (...) pour parvenir à une formule équilibrée qui prenne en

considération les inquiétudes propres à chaque partie », a indiqué M. Khatib.

Selon un responsable arabe, ce projet ministériel de résolution en quatre points prévoit le respect de la souveraineté de chaque État arabe, un appel au Conseil de sécurité à lever les sanctions contre Bagdad, l'examen de la question des prisonniers et des disparus koweïtiens et la reprise des vols commerciaux irakiens.

L'Irak a demandé en vain une cinquième clause portant sur une « abrogation unilatérale des sanctions par les pays arabes », a indiqué ce responsable sous couvert de l'anonymat.

« Si elle est approuvée par Bagdad, la résolution sera soumise directement aux chefs d'État lors du sommet, » demain et mercredi à Amman, a souligné un ministre arabe sous couvert de l'anonymat.

Les ministres et délégués des 22 membres de la Ligue arabe avaient décidé de séparer dans le communiqué final de leurs réunions préparatoires la résolution sur les rapports entre l'Irak et le Koweït des autres questions.

Le reste du projet de résolution finale rappelle notamment Israël au respect des principes du processus de paix.

« Les dirigeants arabes mettent en garde le gouvernement israélien contre toute tentative de se dérober à la paix ou d'ignorer les fondements et les principes qui ont lancé le processus de paix », selon le projet.

La résolution met en garde l'État juif contre toute tentative de « proposer des alternatives à la paix qui ne sont pas fondées sur les résolutions internationales ».

Elle demande également la réactivation du boycott arabe d'Is-

raël, une revendication de la Syrie.

Dans ce projet de résolution, les dirigeants arabes « demandent au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités en assurant une protection internationale nécessaire aux Palestiniens sous l'occupation israélienne et en constituant une force (internationale) pour mener cette mission ».

Le texte assimile également les « violations israéliennes des droits de l'Homme et les sanctions économiques imposées au peuple palestinien » à des « crimes de guerre ».

Il annonce également l'accélération des versements de deux fonds d'aide aux Palestiniens d'un montant total d'un milliard \$ créés au sommet arabe du Caire en octobre.

La résolution demande aux deux fonds de « soutenir d'urgence le budget palestinien durant les six prochains mois », sans préciser de montant.

Bien peu de pays osent défier les États-Unis à propos de l'Irak

Un colloque à l'U. de M. met en relief l'appétit économique des Américains confronté à l'intérêt international

SYLVAIN LAROCQUE

Alors que de plus en plus de pays européens dénoncent les sanctions contre l'Irak, bien peu d'entre eux osent encore s'y opposer devant l'ONU, a déploré hier Phyllis Bennis de l'Institute for Policy Studies de Washington, lors d'un colloque tenu à l'Université de Montréal.

« Les sanctions approuvées par l'ONU sont en fait des sanctions d'intérêt strictement américain qui ne sont pas soutenues par la communauté internationale », a expliqué M^{me} Bennis en entrevue avec *La Presse*.

« Les sanctions sont encore en place parce qu'aucun pays n'accepte de voter contre. Tout ce que des pays comme la France, la Chine et la Russie font, c'est s'abstenir. Et ils en sont fiers. Le monde entier a peur des États-Unis », a poursuivi M^{me} Bennis, qui a écrit plusieurs livres, dont *How Washington Dominates Today's UN*, publié en 1996.

« Quand le Yémen s'est opposé à la guerre du Golfe devant le Conseil de sécurité de l'ONU en 1990, les Américains lui ont tout de suite retiré son aide humanitaire », illustre-t-elle.

Le père Jean-Marie Benjamin, un militant français qui dit être en contact étroit avec des membres des gouvernements français, italien et suisse, prétend toutefois que le vent est sur le point de tourner en Europe.

« Je peux vous affirmer qu'il y aura des initiatives unilatérales de la part de pays européens et de pays arabes d'ici les prochaines semaines, indépendamment du désir de l'ONU », a-t-il dit. M. Benjamin a toutefois refusé de préciser quelle forme pourraient prendre ces initiatives, invoquant le secret stratégique. « La Suisse vient de rétablir ses liens diplomatiques avec l'Irak, et il y a des pays qui vont ouvrir des ambassades à Bagdad bientôt », s'est-il contenté de mentionner.

Exaspérés par la mainmise américaine sur la question de l'Irak, mais également avides de rétablir les liens commerciaux avec ce

pays riche en pétrole, des nations comme la France et la Russie ont commencé à défier, l'année dernière, les sanctions qui pèsent contre Bagdad. Jean-Marie Benjamin a ainsi coorganisé, le 1^{er} décembre dernier, un vol Paris-Bagdad transportant 118 personnalités européennes, une initiative appuyée par le gouvernement français et critiquée par le Département d'État américain. L'Irak se réjouit évidemment de ces vols, qui sonnent selon elle le glas de l'embargo aérien qui lui est imposé depuis 1990.

Des compagnies aériennes comme Air France et Swissair seraient également sur le point de conclure des ententes avec le ministère irakien des Transports pour mettre sur pied des liaisons directes régulières entre Bagdad et des capitales européennes, affirme M. Benjamin.

L'Irak apparaît de moins en moins isolé depuis un an. Outre les vols internationaux qui se multiplient à l'aéroport Saddam, rouvert en août, le gouvernement Hussein vient de signer des accords de libre-échange avec des pays comme l'Égypte et la Syrie, des alliés américains lors de la guerre du Golfe de

1991. « Ces accords sont la preuve de l'effritement de l'embargo et de l'échec de tous ceux qui l'ont imposé », déclarait récemment un porte-parole du parlement irakien.

« L'opinion publique arabe est désormais très au courant des conséquences désastreuses des sanctions pour la population irakienne, et elle est en colère contre les États-Unis, soutient M^{me} Bennis. C'est ce qui explique le rapprochement de plusieurs pays arabes avec l'Irak. »

Consciente de l'inefficacité grandissante des sanctions pour isoler économiquement l'Irak et contrôler son développement militaire, l'administration américaine est à revoir sa stratégie. Deux écoles s'affrontent : celle du vice-président Dick Cheney, qui prône la ligne dure face à l'Irak, et celle du secrétaire d'État Colin Powell, qui souhaite rétablir la coalition avec les autres pays arabes.

Prenant acte des frappes approuvées en février dernier par le président Bush, M^{me} Bennis craint que ce soit le premier scénario qui l'emporte. Et que la population civile de l'Irak continue à payer le prix d'une guerre qui n'en finit plus de finir.

Tony Blair coincé entre scrutin et fièvre aphteuse

JULIETTE BAILLOT
Agence France-Presse

Le Premier ministre britannique Tony Blair a désormais huit jours pour décider s'il couple ou non les élections locales du 3 mai prochain avec une élection générale anticipée, ou s'il reporte le scrutin pour cause d'épizootie de fièvre aphteuse.

Le vice-premier ministre John Prescott a confirmé hier à la BBC que M. Blair se donnait « huit jours », jusqu'au lundi 2 avril, pour prendre sa décision.

Techniquement, Tony Blair a jusqu'au jeudi 5 avril au plus tard pour dissoudre le Parlement s'il

souhaite convoquer une élection générale anticipée le 3 mai, ce qui l'oblige à rendre publique sa décision au moins quelques jours avant cette échéance.

Depuis des semaines, les médias lui prêtent l'intention de profiter de la vague de succès sur laquelle semble toujours surfer son gouvernement — quatre ans après son élection en mai 1997 — pour s'assurer sans risque un nouveau mandat à Downing street.

Avant la crise de la fièvre aphteuse, la plupart des instituts de sondage créditaient le parti travailliste d'un avantage de 15 à 25 points sur les conservateurs.

Mais la découverte du premier cas, le 19 février, et sa propagation rapide à 607 fermes et abattoirs du pays jusqu'à hier soir, ont donné du grain à moudre à ses opposants.

D'autant que Tony Blair n'a pas

vraiment su convaincre la population de sa détermination à lutter contre la maladie qui décime le cheptel britannique et plonge les éleveurs du pays, déjà touchés de plein fouet par la crise de la vache folle, dans un désespoir profond.

Quelque 525 000 cochons, moutons et vaches ont déjà été abattus ou sont en passe de l'être, selon le ministère de l'Agriculture.

Une série de couacs en fin de semaine dernière entre le ministre de l'Agriculture Nick Brown, se voulant rassurant, et les experts gouvernementaux annonçant une épidémie « hors de contrôle » et plus de 4000 foyers d'infection d'ici juin, a brouillé l'image du gouvernement.

Déterminé à renverser la vapeur, l'entourage de Tony Blair a fait savoir que celui-ci se consacrerait quasi exclusivement la semaine

prochaine à la lutte contre l'épizootie : « La priorité, c'est de s'occuper de la crise », a martelé John Prescott.

Mais il a aussi souligné le risque qu'il y aurait à annuler les élections locales du 3 mai, reprenant l'argumentaire déjà développé par Tony Blair : « Cela donnerait au reste du monde un signal dangereux : celui que le pays est dévasté », a mis en garde M. Prescott en insistant sur les conséquences économiques désastreuses d'une telle image, notamment pour le tourisme.

Lors de la dernière séance de questions au premier ministre aux Communes, mercredi dernier, Tony Blair avait déjà prévenu qu'un report risquait de donner « le signal que le pays est en quarantaine et qu'il a fermé boutique ».

« Et je demande simplement : renvoyer, mais à quand ? Dans un

mois, deux mois, six mois ? En 1967, l'épizootie avait duré huit mois », avait-il rappelé.

« Pour l'instant, les élections (locales) sont prévues. Mais bien sûr nous écoutons ceux qui plaident pour un report et ceux qui disent qu'au contraire il pourrait nuire à l'économie », a déclaré hier le ministre britannique à l'Irlande du Nord John Reid.

Mais le Parti conservateur a beau jeu de souffler sur la braise. « Comment peut-on prendre en main une crise nationale et se battre en même temps pour une élection ? Les deux sont incompatibles », a rétorqué le président du parti tory Michael Ancram.

« Le premier ministre s'est trop concentré sur son élection générale et il a seulement découvert ces derniers jours l'ampleur de la crise auquel ce pays fait face », a-t-il ajouté.

AUTRICHE

Défaite de l'extrême droite de Haider au terme d'une campagne xénophobe

CLARE MURPHY
Agence France-Presse

VIENNE — Les Viennois ont infligé un camouflet hier à l'extrême droite autrichienne aux élections municipales, après une campagne xénophobe menée personnellement par Joerg Haider, son dirigeant charismatique.

Le FPOe de Joerg Haider est tombé de 27,9 à 20,25 % des voix, perdant plus d'un quart de ses électeurs, après le dépouillement de tous les bulletins, sauf les votes par correspondance.

Le Parti social-démocrate (SPOe), qui contrôle la capitale depuis 1919, progresse spectaculairement, remontant à 46,81 % des voix. Il regagne la majorité des sièges au conseil municipal, qu'il avait perdue en 1996.

Le SPOe a été évincé du gouvernement fédéral en 2000, au profit d'une alliance entre les conservateurs et l'extrême droite qui a provoqué une tollé à l'étranger.

C'est le troisième revers électoral de l'extrême droite depuis son arrivée au pouvoir, après les élections provinciales de Styrie et du Burgenland.

Ce parti qui se veut défenseur des petites gens applique au gouvernement une politique d'austérité impopulaire.

À Vienne, le FPOe était tombé au début de l'année à 18 % des intentions de vote. Joerg

Haider était venu de son fief de Carinthie (sud du pays), pour prendre en main la campagne, ce qui avait eu pour résultat de le faire remonter jusqu'à 24 % dans les sondages.

Hélène Partik-Pable, tête de liste du FPOe, a attribué la défaite aux critiques qu'a suscitées sa stratégie xénophobe.

« La raison... c'est la campagne incroyablement malveillante contre le FPOe », a-t-elle déclaré à la télévision nationale.

Elle a assuré que ce mauvais résultat n'aurait « pas de conséquence pour le gouvernement fédéral ».

Le parti conservateur n'a progressé que très légèrement à 16,37 % des suffrages, tandis que les Verts gagnaient quatre points de pourcentage à 12,45 % des voix.

« Cette élection montre que l'antisémitisme n'a pas sa place dans cette ville. Je suis très heureux que le FPOe ait perdu aussi nettement », a déclaré le tête de liste des Verts, Christoph Chorherr.

Du côté des conservateurs, Bernhard Goerg, tête de liste, a donné un autre éclairage. « Les partis qui ont fait campagne contre le gouvernement national ont gagné », a-t-il déclaré.

Sociaux-démocrates et Verts ont dénoncé des mesures impopulaires contre l'introduction de droits d'inscription à l'université et la fin de la gratuité des visites médicales.

ALLEMAGNE

Schroeder et la CDU s'en tirent bien aux élections régionales

PIERRE FEUILLY
Agence France-Presse

BERLIN — Le chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder ainsi que l'opposition chrétienne-démocrate ont tiré leur épingle du jeu lors de l'important test pour les législatives de l'automne 2002 que constituaient hier les élections régionales allemandes au Bade-Wurtemberg (sud-ouest) et en Rhénanie-Palatinat (ouest).

Alors qu'environ dix millions d'Allemands étaient appelés aux urnes, près d'un électeur sur six, Gerhard Schroeder voit son Parti social-démocrate (SPD) progresser à deux scrutins intermédiaires. Depuis son arrivée au pouvoir en octobre 1998, cela ne lui était arrivé qu'à trois reprises sur dix scrutins auparavant, en Hesse (centre-ouest), à Brême et au Schleswig-Holstein (nord).

Il s'agit « d'un pas important en vue de 2002 », a estimé le secrétaire général du SPD, Franz Muentefering, dans la mesure où Gerhard Schroeder a fait campagne sur son bilan de lutte contre le chômage, de réformes structurelles, notamment la fiscalité, et de mesures en faveur de l'éducation.

L'opposition de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) peut, elle, faire fond sur sa nette

victoire au Bade-Wurtemberg même si elle subit un revers dans le Land (État régional) de Rhénanie-Palatinat, fief de l'ex-chancelier Helmut Kohl pendant plus de 40 ans, où elle a réalisé son plus mauvais score de l'après-guerre.

Après « la difficile période » des caisses noires d'Helmut Kohl, la CDU « progresse de nouveau » a affirmé hier soir sa présidente Angela Merkel.

Au Bade-Wurtemberg, selon les résultats officiels provisoires, la CDU obtient 44,8 %, en net progrès par rapport à l'élection régionale de 1996 (41,3 %) et aux législatives de 1998 (37,8 %).

Le SPD, comme prévu, progresse fortement par rapport à 1996 avec 33,3 % contre 25,1 %. Il retrouve presque le niveau atteint aux législatives de 1998 (35,6 %), avec son meilleur résultat régional depuis 1976.

Ute Vogt, 36 ans, représentative de la nouvelle génération social-démocrate promue par Gerhard Schroeder, a certes permis un sensible redressement du SPD, mais sans pour autant réussir à déboulonner le pater familias chrétien-démocrate Erwin Teufel, 61 ans, qui a visiblement récupéré une partie des suffrages d'extrême droite.

La Macédoine lance « l'opération finale » contre la guérilla

Agence France-Presse

TETOVO, Macédoine – L'armée macédoine a lancé hier « l'opération finale » contre la guérilla albanaise sur les hauteurs entourant Tetovo, la deuxième ville de Macédoine, affirmant avoir chassé les rebelles de six villages qu'ils occupaient depuis la mi-mars.

Tetovo, la grande ville du nord-ouest du pays dont 80 % des 130 000 habitants sont albanais, s'est réveillée à l'aube dans le vacarme des tirs d'artillerie visant les positions de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine qui, depuis les collines avoisinantes, harcelaient les forces macédoines depuis le 14 mars.

En fin de journée, selon le porte-parole de l'armée, le colonel Blagoja Markovski, les rebelles avaient été chassés de six villages des hauteurs de Tetovo, sur une dizaine pris par les rebelles le 14 mars, et les troupes macédoines avaient encerclé la forteresse médiévale de Kale, au-dessus de la ville, occupée par la guérilla.

Fort du soutien de la communauté internationale, et malgré les appels à éviter une escalade de la violence, le gouvernement macédoine a annoncé avoir lancé « l'opération finale destinée à détruire totalement les terroristes ».

Aujourd'hui, le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, ira à Skopje pour demander aux dirigeants macédoines de ne pas utiliser « des moyens disproportionnés » et de commencer à s'engager « sur la voie du dialogue ».

Le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana, se rendra lui aussi à Skopje pour « apporter un message clair de soutien au gouvernement et lancer un appel à la modération ».

Le porte-parole du gouvernement, Antonio Milososki, a assuré hier soir que les forces macédoines « poursuivraient leur opération jusqu'à ce qu'elles reprennent toutes les positions encore tenues par les rebelles ».

À l'aube, plusieurs chars T-55 étaient entrés dans Tetovo déserte. Puis 250 fantassins se sont lancés à l'assaut des collines, se heurtant aux tirs d'armes automatiques de la guérilla, tandis qu'une colonne de blindés tentait de gagner un premier village, Gajre. Deux hélicoptères

de combat ont participé à l'opération.

Selon le colonel Markovski, les rebelles « opposent une résistance organisée, utilisant des armes sophistiquées ainsi que des canons et des mortiers ».

Par petits groupes, les fantassins ont commencé hier matin à monter des canons en direction des villages, tandis que d'autres transportaient à la main des caisses de munitions, signe du sous-équipement notoire de l'armée macédoine.

Très vite, les combats sont descendus aux portes de Tetovo. Le feu n'a pas cessé de la matinée. Des tirs réguliers, méthodiques, qui enflammaient les maisons et dont le souffle était ressenti dans toute la ville.

À la mi-journée, les forces macédoines ont réussi à entrer dans Gajre, ouvrant le feu sur chaque maison, selon un photographe de l'AFP.

Elle ont trouvé un village presque désert, à l'exception d'une quarantaine de personnes âgées, femmes et enfants terrés dans une cave et racontant qu'ils n'avaient pas mangé depuis deux jours.

À partir du milieu d'après-midi, les combats ont semblé marquer une pause et seuls des tirs sporadiques étaient entendus en fin de journée depuis Tetovo, tandis que des maisons brûlaient toujours sur les collines.

Les autorités ont fait état de sept blessés, deux soldats, un policier et quatre civils.

Une autre opération, selon Skopje, était en cours près du village de Gracani, proche de la frontière avec la province serbe du Kosovo.

Les rebelles albanais, aux buts peu clairs mais qui affirment vouloir défendre les droits des Albanais de Macédoine, représentant entre un quart et un tiers des deux millions d'habitants, avaient lancé le 14 mars une attaque surprise sur les villages surplombant Tetovo.

Les autorités avaient immédiatement riposté, déployant les forces spéciales de la police et bombardant les collines.

Le président macédoine Boris Trajkovski, soutenu par les Européens, les États-Unis et la Russie, avait donné l'ordre à ses forces armées de pourchasser « sans compromis la guérilla », accusée de vouloir déstabiliser la Macédoine où la majorité slave cohabitait jusqu'à présent sans heurts majeurs avec la minorité albanaise, représentée par cinq ministres au gouvernement.

Bush : boucler la frontière entre la Macédoine et le Kosovo

d'après AFP

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a estimé hier que la frontière entre la Macédoine et le Kosovo devrait être « bouclée » afin d'empêcher des gens et des armes de renforcer les rebelles ».

« J'espère, bien sûr, que le gouvernement (macédoine) est stable et que nous sommes capables de boucler la frontière pour empêcher des gens et des armes de venir renforcer les rangs des rebelles », a déclaré Bush à des journalistes près de la Maison-Blanche, après s'être rendu à l'église et avoir effectué un jogging de cinq kilomètres.

Il y a deux jours, le président américain avait, à l'instar de l'Union européenne, condamné fermement la « violence perpétrée par un petit groupe d'extrémistes déterminés à déstabiliser le gouvernement démocratique et multiethnique de Macédoine ».

Les États-Unis ont appelé le gouvernement macédoine à résoudre le conflit avec la minorité albanaise vivant en Macédoine via des réformes constitutionnelles.

Des rebelles d'origine albanaise ont pris le contrôle au cours des dernières semaines de villages le long de la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, faisant craindre une extension du conflit à l'ensemble de la région.

Hier, l'armée macédoine a lancé une « opération finale » contre la guérilla albanaise sur les hauteurs entourant Tetovo, la deuxième ville du pays, affirmant avoir chassé les rebelles de six villages qu'ils occupaient depuis la mi-mars.

PENSEZ À GRAVEL

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS ÉDITION DE LUXE

PLUS VOL POUR 2 PERSONNES AVEC 40 DESTINATIONS DE CHOIX OU CROISIÈRE AUX BAHAMAS OU AU MEXIQUE 4 JOURS ET 3 NUITS. 12 MOIS POUR PARTIR. TRANSPORT NON INCLUS. FRAIS PORTUAIRES DE 89,95\$ US NON INCLUS.

PLUS TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

PLUS JANTES D'ALUMINIUM

PLUS LAVE AUTO À VOLONTÉ

OU

PLUS ÉDITION CINÉMA

PLUS SYSTÈME CINÉMA D'AUTO

PLUS LAVE AUTO À VOLONTÉ

SUNFIRE SL - 4 PORTES



SPÉCIAL 179\$* PAR MOIS, LOCATION 48 MOIS*

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

VENTURE 2001



SPÉCIAL 248\$* PAR MOIS, LOCATION 48 MOIS*

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

AJOUTEZ À VOTRE GM UNE ÉDITION DE LUXE OU CINÉMA

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

AJOUTEZ À VOTRE GM UNE ÉDITION DE LUXE OU CINÉMA

AUX 2 BOUTS DU PONT CHAMPLAIN

GRAVEL

PONTIAC BUICK Cadillac

1000 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE, ÎLE-DES-SOEURS (514) 769-5353

SORTIE ÎLE-DES-SOEURS, À L'ENTRÉE DU PONT CHAMPLAIN

GRAVEL

CHEVROLET Oldsmobile

5900 MARIE-VICTORIN, BROSSARD (450) 466-2233 MTL.: (514) 866-2233

SORTIE ROUTE 132 EST DU PONT CHAMPLAIN

www.gravelauto.com

* Voir détails et conditions sur place. Si l'installation le permet. Location 48 mois. Comptant : Sunfire : 1 939\$, Venture : 3 948\$, 20 000 km inclus par an. 12¢ du km excédentaire. L'offre s'applique sur de la location seulement. Photos à titre indicatif. Taxes et immatriculation en sus. Voir détails sur place.

Tout votre été dans le même panier

du 30 mars au 1^{er} avril 2001 à la Place Bonaventure



Salon vacances et loisirs d'été

dmg world media

- Les vingt régions du Québec vous présentent leurs attraits touristiques et vous offrent leur guide touristique complet en primeur.
- À la Place Maison des Futaies, découvrez la fine cuisine des 20 régions du Québec, apprêtée devant vous par un chef cuisinier de renom. Un délice !
- Découvrez le Canada Atlantique avec les coins pittoresques du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et les plus belles destinations de la côte Est américaine.
- Des centaines de nouvelles destinations et de nouveaux forfaits! Circuits à vélo, théâtres d'été, camping, aventure, golf, parcs, réserves fauniques, agricotours...
- À la Place d'animation Via Rail, assistez à un feu roulant de conférences, spectacles, danses, etc.

Salon fleurs, plantes et jardins

présenté par STAR CHOICE

NOTRE TÉLÉ, C'EST D'ABORD LA VÔTRE.

- Plus de vingt magnifiques jardins de rêve à visiter, dont le superbe jardin des nouveautés présenté par Services financiers Banque Royale et l'étonnant jardin rustique CLARITIN.
- La Place de la fleuristerie et de l'horticulture pour apprendre l'art des arrangements de fleurs et de plantes, présentée par l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe.
- Trucs, idées, conseils et nouveautés! Pavés, bassins, éclairage, terreau, engrais, ornements et plus encore!
- Dans tout le Salon, des experts pour vous conseiller et vous aider à réaliser vos projets.
- À l'espace Info Jardin, assistez aux conférences des spécialistes les plus connus du Québec.

Deux salons, un seul billet!

Une invitation de Bernard Fortin



Un événement PROMEXPO

En association avec Québec Tourisme Québec

En collaboration avec La Presse TVR CJOI 96.9 FM

HEURES D'OUVERTURE

Vendredi 11 h à 21 h

Samedi 10 h à 21 h

Dimanche 10 h à 18 h

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)

Adultes 9 \$

Étudiants et aînés 7 \$

Enfants de 6 à 12 ans 3 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon.

La commission Mitchell agace Sharon

Le leader israélien se défend d'avoir allumé l'Intifada

JEAN-CLAUDE RENAUDIE
Agence France-Presse

JÉRUSALEM – Le premier ministre israélien Ariel Sharon s'est déclaré hier innocent du déclenchement de l'Intifada palestinienne, au dernier jour de la mission de la commission internationale sur les violences, qui ont encore fait une vingtaine de blessés.

« Il est clair pour tout le monde aujourd'hui qu'il n'y a aucun rapport entre ma visite sur le Mont du Temple et la vague de terrorisme », a-t-il affirmé.

Il faisait référence à l'Intifada palestinienne qui a éclaté à la suite de sa visite, le 28 septembre, alors qu'il était dirigeant de l'opposition de droite, sur l'Esplanade des mosquées, qui abrite le troisième lieu saint de l'islam, bâtie sur un site sacré pour le judaïsme, à Jérusalem-Est occupé par Israël depuis 1967.

« Tout le monde sait que le déclenchement des violences est le résultat d'une décision stratégique du (président palestinien) Yasser Arafat qui croyait ainsi pourvoir faire pression et obtenir davantage d'Israël et provoquer une intervention internationale dans le conflit », a plaidé le premier ministre.

« Personne — je dis bien personne — n'a le droit de traduire Israël et le peuple juif devant un tribunal des peuples du monde », avait-il affirmé dans la matinée, sans préciser ce qu'il entendait pas là.

Le président de la commission, l'ancien sénateur américain George Mitchell, a néanmoins assuré que cet organisme n'avait pas vocation à s'ériger en « tribunal », espérant achever « bientôt » ses travaux portant sur les violences qui ont fait 444 morts en six mois : 364 Palestiniens, un Allemand et 13 Arabes israéliens dans des violences impliquant des Israéliens et 66 Israéliens tués par des Palestiniens.



Ariel Sharon

Photo d'archives REUTERS

M. Sharon s'est entretenu dans son bureau à Jérusalem avec les membres de la commission, qui devait achever sa visite dans la journée et rédiger ensuite son rapport final.

Selon la radio publique, le premier ministre a déclaré aux membres de la commission que s'ils ne désignaient pas Yasser Arafat comme le responsable de cette vague de violence, le président palestinien y verrait un message signifiant que la violence est payante.

M. Sharon a toujours été très critique quant à la création de cette commission,

sans pour autant couper les ponts. « Pour de multiples raisons, nous devons rencontrer cette commission et présenter nos positions tout en protestant contre le lancement d'une enquête qui ne peut être que négative pour Israël », a-t-il souligné.

Par ailleurs, le conseiller diplomatique de M. Sharon, Zalman Shoval, a suggéré que les négociations de paix avec les Palestiniens pourraient reprendre même sans un arrêt total de la violence.

« Nous ne parlons pas de chaque jeune qui lance une pierre ou un cocktail Molotov », a-t-il dit.

« Je ne suis pas naïf au point de penser que la violence puisse tomber à un niveau zéro, ni qu'il soit nécessaire qu'elle atteigne un degré zéro pour que les deux parties se sentent en mesure de se parler », a-t-il déclaré.

Il réagissait aux propos du secrétaire d'État américain Colin Powell, qui a estimé possible une reprise des négociations même si la violence ne s'arrêtait pas complètement.

Jusqu'à présent, M. Sharon a refusé de reprendre les « négociations sous la pression et la violence ».

Sur le terrain, les affrontements se poursuivaient, notamment dans le nord de la Cisjordanie.

Une vingtaine de Palestiniens ont été blessés par des balles en acier enrobées de caoutchouc et un manifestant par une balle réelle à la jambe, lors de heurts avec l'armée israélienne à un barrage à l'est de Naplouse.

Dans la matinée, un colon israélien, responsable de la sécurité pour les colonies du nord de la Cisjordanie, a été touché de trois balles alors qu'il circulait en voiture près de l'implantation de Yizhar, au sud de Naplouse.

Dans la bande de Gaza, des Palestiniens ont lancé des grenades près de Rafah, à la frontière avec l'Égypte, contre une patrouille israélienne, qui a riposté à balles réelles sans faire de blessé, selon un porte-parole de l'armée.



Photo AFP

Bertrand Delanoë hier à l'Hôtel de Ville de Paris.

Messieurs, dames, le maire de Paris !

VERENA VON DERSCHAU
Associated Press

PARIS — « C'est un moment historique », s'est exclamé un socialiste hier à l'Hôtel de Ville de Paris lorsque Bertrand Delanoë a été officiellement élu maire de la capitale, après 24 ans de suprématie du RPR.

C'est sans surprise que les 92 conseillers de Paris issus de la « gauche plurielle » (PS, PC, MDC, Verts, PRG) ont donné leurs voix, dès le premier tour de scrutin, à leur candidat sorti des urnes dimanche dernier au second tour des élections municipales.

Son seul adversaire du jour, le maire sortant Jean Tiberi, n'a recueilli que les 12 voix de son groupe. « Être candidat c'est conforme à la tradition républicaine, même si la candidature n'a pas de chance sérieuse d'aboutir », a souligné M. Tiberi, assis parmi les autres conseillers, blême, le visage fermé. Il a tout de même souhaité « bonne chance au futur maire de Paris ».

Comme prévu, le groupe RPR n'a présenté aucun candidat, optant pour l'abstention. « On assistera au vote par respect pour les électeurs », a expliqué Philippe Séguin, président du groupe et adversaire malheureux de Bertrand Delanoë aux municipales. Les groupes DL et Divers Droite se sont également abstenus, tout comme un membre du groupe UDF, les 11 autres ayant voté blanc.

Applaudi par ses troupes debout dans la salle du Conseil, le nouveau maire a commencé son discours en posant sa main droite sur son cœur : « Certains ne savent pas ce que veut dire ce geste. Il vient de l'autre côté de la Méditerranée. Il signifie : « merci, je te salue et fraternité », a souligné Bertrand Delanoë, qui a grandi en Tunisie.

« Celles et ceux qui me connaissent savent l'amour et le respect que m'inspire Paris. Chacun mesure donc l'intensité de ce moment », a poursuivi le nouveau maire, très ému, avant de se lancer dans un discours-programme de vingt minutes.

Exprimant sa « gratitude » aux Parisiennes et Parisiens, Bertrand Delanoë n'a pas omis de saluer ses « deux prédécesseurs, Jacques Chirac et Jean Tiberi ». Il s'est également réjoui de la présence de 73 femmes (contre 90 hommes) au sein du nouveau Conseil de Paris.

Hillary Clinton critique le président Bush

d'après AFP

WASHINGTON — Hillary Rodham Clinton, sénateur démocrate de New York, a vivement critiqué le programme politique du président républicain George W. Bush, l'accusant de vouloir « revenir 50 à 60 ans en arrière », selon le *New York Post* d'hier.

« La nouvelle administration n'essaye pas seulement de revenir sur les huit dernières années de prospérité et de progrès

mais de revenir 50 voire 60 ans en arrière », a estimé l'épouse de l'ancien président lors d'un meeting démocrate à Corning (New York).

« Il ne veulent pas seulement faire remonter l'horloge avant l'administration Clinton mais aussi sur celle de Roosevelt », a-t-elle lancé.

Ces remarques sont les plus virulentes de l'ex-première dame des États-Unis vis-à-vis du président Bush depuis que celui-ci a succédé à Bill Clinton.

M^{me} Clinton faisait référence aux mesures de Bush sur l'environnement, l'éducation, les impôts et son récent renoncement à imposer une réglementation contre les émissions de dioxyde de carbone.

Le sénateur de New York a en outre affirmé que le plan de réduction de 1600 milliards de dollars d'impôts allait faire revenir le pays « au temps des déficits, de la dette et des forts taux d'intérêts ».

2932463A

Not Found
2932463A

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

Le palmarès américain



En matière de droits et libertés, le Canada donne souvent des leçons. Il vient de le faire de nouveau en admonestant les forces de police haïtiennes parce qu'elles ne comptent pas suffisamment de femmes. « Pour l'instant, nous sommes occupés à tenter d'empêcher les gens de s'entre-tuer ! » a sèchement répondu un Haïtien qui travaille, là-bas, à entraîner des policiers ensevelis sous la misère et la violence...

L'épisode montre assez bien les disparités existant entre les 34 pays des Amériques qui seront représentés au Sommet de Québec, en avril.

Si Cuba n'est pas admis pour cause de dictature, d'autres États qui y seront affichés, au chapitre des droits de l'homme, des palmarès à faire dresser les cheveux sur la tête.

La difficulté n'est pas inédite, certes.

On se souvient de certains sommets de la francophonie où quelques présences, autour de la table, remettaient infailliblement en mémoire d'horribles images de massacres à la machette. Les relations commerciales avec la Chine, qui est une dictature beaucoup plus répressive que ne l'est Cuba (elle est la championne mondiale de la peine de mort, notamment), se déroulent dans une ambiance de doute moral perpétuel.

Mais, ici, alors qu'il est question de créer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le problème est d'une autre nature. Et plus considérable encore.

Jusqu'à quel point, en effet, peut-on s'impliquer dans ce type d'aventure commune, durable et « intime », selon le mot du ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, avec des pays où on tue, kidnappe, torture et emprisonne pour des motifs politiques ? Où on toïlère des milices sanguinaires ? Où on entretient des liens troubles avec le crime organisé ainsi qu'avec des guérillas « révolutionnaires » qui se financent par la drogue et l'enlèvement ? Où on laisse mariner la population dans un environnement d'une violence extrême ?

Et question plus embêtante encore : quel est le niveau « acceptable » de barbarie ? Il s'agit d'une interrogation insensée, bien sûr, puisque le degré zéro est certainement le seul qui soit compatible avec la dignité humaine.

Mais, à ce compte, aucun pays ne passe le test.

Les États-Unis, ces champions de la démocratie, n'en administrent pas moins la peine de mort dans plusieurs de leurs États, ce qu'on peut certainement — c'est notre cas — juger inacceptable, en particulier lorsqu'elle est appliquée à des individus qui ont commis des crimes alors qu'ils étaient mineurs.

Même le Canada, qui est un des rares pays des Amériques à n'avoir pas récolté le douteux honneur d'être cité dans le dernier rapport annuel d'Amnistie internationale, n'est pas blanc comme neige. L'organisation vient en effet de réprimander l'Armée canadienne pour avoir laissé filer 33 de ses vieux hélicoptères vers la Colombie, où on redoute que les militaires ne les utilisent contre des civils.

On sait que la Colombie est précisément un des pays des Amériques où les droits et libertés sont bafoués le plus allègrement.

En 1999, plus de 3500 citoyens y ont été victimes de violence à caractère politique allant jusqu'à la torture et l'exécution. Cohabitent en Colombie une armée musclée, des milices paramilitaires, des escadrons de la mort (qui s'attaquent notamment aux « indésirables » :

homosexuels, prostituées, vagabonds, etc.), des phalanges « révolutionnaires » et, bien entendu, des groupes mafieux extrêmement violents. Au total, dans ce pays de 41 millions d'habitants, 33 000 personnes ont connu une mort violente en 1998 — et on ne parle pas ici d'accidents.

La Colombie est peut-être le cas extrême, mais plusieurs autres contrées sont à peine moins perturbées.

Haïti entre actuellement dans une nouvelle spirale d'erremments politiques et de violence. On trouve des prisonniers politiques au Pérou, où des accusations de terrorisme conduisent souvent à des procès instruits de façon expéditive devant des tribunaux militaires. En Argentine, en Bolivie, au Guatemala, la dissidence est violemment réprimée et la justice, notoirement inefficace.

Le Brésil, le plus important partenaire libre-échangiste potentiel de l'Amérique latine (PIB : 775 milliards), est accusé d'abus flagrants en matière de recours à l'emprisonnement, lequel se vit dans des conditions d'hygiène et de violence qui entraînent fréquemment la mort. La violence urbaine y est par ailleurs phénoménale : 40 000 victimes par année...

Bref, dans huit pays des Amériques, on a rapporté des exécutions sommaires en 1999. Dans neuf, des enlèvements. Dans huit, des détentions arbitraires. Enfin, il y a eu torture ou mauvais traitements infligés par les forces de sécurité dans pas moins de 23 nations américaines. Un nombre stupéfiant !

Malgré cela, tous ces pays possèdent deux caractéristiques susceptibles d'être utilisées comme leviers pour les conduire vers un plus grand respect des droits de l'homme. Ils sont tous, à strictement parler, démocratiques, donc minimalement sensibles à l'opinion publique, la leur et celle des autres. Et ils désirent tous, en construisant une communauté économique à l'échelle du continent, cheminer vers une plus grande prospérité.

À Québec, il est certain que le sujet sera abordé au Sommet des peuples, où, peut-on espérer, on saura sortir des sentiers battus, des indignations automatiques, des accusations prévisibles, des discours convenus — d'un certain folklore, en somme — pour proposer des pistes de solution réelles, praticables.

Le thème des droits et libertés devra aussi remonter jusqu'à la haute-ville, derrière ce fameux mur qui, en la circonstance, envoie un message assez

ambigu...

Il ne s'agit pas de faire preuve d'angélisme et de croire qu'il est possible de modifier en un coup de cuillère à pot un problème de civilisation qui se nourrit lui-même depuis des siècles. Néanmoins, l'occasion est là : au Sommet des Amériques, siégeront des élus dont le mandat, dans leurs pays respectifs, n'est pas qu'économique, mais aussi politique et social.

Le Canada — qui, on l'a dit, aime bien donner des leçons — peut certainement se servir de son rôle d'hôte pour installer au cœur de cette ronde de négociations, qui va se poursuivre jusqu'en 2005, la question des droits de l'homme. De façon à ce qu'elle devienne incontournable. De façon à bien faire comprendre qu'une entente de libre-échange serait inconcevable sans le retour d'une certaine normalité dans les pays les plus délinquants au chapitre des droits et libertés.

C'est un strict devoir pour l'élite politique canadienne.

Et il ne fait pas de doute que, dans l'opinion publique, le Sommet en général, et la performance du Canada en particulier, seront jugés sous cet angle autant que sous celui des avancées de nature commerciale qui y seront réalisées.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

Les écarts se creusent

Dans la foulée du Sommet de Québec qui, dans moins d'un mois, se penchera sur le dossier de la Zone de libre-échange des Amériques, nous publions une série de six articles sur la mondialisation. En voici le second volet.



« Quand la mer monte, tous les bateaux montent » : c'est ainsi que Claude Smadja, directeur général du Forum de Davos, ce groupe ultrasélect considéré comme le « nœud de la mondialisation », défend les bienfaits de l'ouverture des marchés.

L'allégorie repose sur le postulat suivant : la mondialisation du commerce crée de la richesse. Et cette richesse finit par profiter à tous. Sans elle, les pauvres seraient condamnés à croupir dans l'indigence.

Les fruits de la mondialisation ont-ils vraiment profité à tous ? Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la planète a connu un enrichissement fabuleux. Mais si le niveau de l'eau a monté, certaines barques sont restées collées au fond de l'océan.

Pris globalement, les pays de l'OCDE sont trois fois plus riches aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1960. En 50 ans, le PIB mondial a décuplé. Cet enrichissement a permis de « vaincre la rareté », selon l'économiste et ex-ambassadeur du Canada à l'OCDE, Kimon Valaskakis, qui s'en réjouit.

Les riches n'ont pas été les seuls à profiter de la manne. En Corée, il y a 25 ans, une heure de travail valait en moyenne 5 % de la rémunération horaire aux États-Unis. En 1996, c'était 50 %.

Il s'agit d'un rattrapage phénoménal. Mais la Corée fait partie des « tigres asiatiques » et ces animaux forment un cas à part. Partout ailleurs, les écarts entre les régions pauvres et les pays riches n'ont cessé de se creuser. Au XIX^e siècle, les revenus moyens dans les pays les plus riches étaient trois fois plus élevés que ceux des pays les plus pauvres. Aujourd'hui, ils le sont 74 fois plus. Le gouffre est plus profond que jamais.

Sur cette planète riche à craquer, un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour. On pourrait égrener longtemps le chapelet de la misère, mais ce qu'il faut en retenir, c'est que les richesses créées par la vague de mondialisation ont fait des gagnants et des perdants. Oubliez l'Afrique — elle a car-

rement raté le cargo. Ailleurs, des pays entiers sont en train de se casser en deux. La Chine côtière, le nord du Mexique, une partie de l'Inde s'enrichissent à vue d'oeil. Mais en même temps, en Chine, dans les régions rurales éloignées, des enfants doivent fabriquer des pétards pour payer l'école.

De la même façon, même si l'eau monte, des pans entiers de l'Inde et du Mexique restent dans les cales.

Tout n'est pas entièrement noir. Les pays du tiers monde ont fait des pas de géant en matière d'éducation, ils ont réduit leur taux de mortalité infantile. Et puis, si les écarts se creusent, c'est en bonne partie parce que les riches deviennent très riches — pas toujours parce que les pauvres deviennent plus pauvres. Mais avec les moyens de communication modernes, la pauvreté, toute relative soit-elle, devient insupportable.

Les habitants du petit village de Rukse Chhara, perdu dans les montagnes du Népal, n'ont pas l'eau courante, leurs maisons ne sont pas chauffées et le vent glacial souffle à travers les murs. Mais une antenne parabolique posée sur le toit leur permet de regarder des soaps indiens et des films américains, avec leur étalage de richesse. La comparaison est cruelle.

Le phénomène n'est pas attribuable uniquement à la mondialisation. Il y a le retard technologique — le *technology gap* — dont souffre le tiers monde, rappelle Marc Lortie, le sherpa du ministre Pierre Pettigrew dans les négociations continentales.

Mais justement : parce que la mondialisation repose sur les innovations technologiques, les pays les plus pauvres n'ont aucune chance de s'en sortir sans un coup de pouce, écrit l'économiste américain Jeffrey Sachs. Ce père spirituel des thérapies de choc est-européennes croit qu'à défaut d'un changement des stratégies internationales, deux milliards d'humains resteront pris dans le piège de l'exclusion.

Les pays industrialisés ont aussi leurs exclus : les écarts de richesse se creusent dans presque tous les pays de l'OCDE. L'économiste français Pierre-Noël Giraud, auteur de *Commerce des promesses*, fait le diagnostic suivant : depuis une vingtaine d'années, des pays « émergents » comme la Chine et l'Inde ont connu une croissance accélérée et les inégalités entre les territoires ont été estompées. Mais les inégalités internes se sont accentuées partout, y compris dans le monde industrialisé.

« Il y a aujourd'hui un Nord dans le Sud et un Sud dans le Nord », dit Kimon Valaskakis.

« Les marchés globaux offrent des occasions à tous, mais les occasions ne garantissent pas les résultats. La plupart des pays en



PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

Les inégalités de plus en plus profondes incitent certains à tout risquer pour profiter de la prospérité.

voie de développement sont mal positionnés pour pouvoir en tirer profit », constatait *Foreign Affairs* dans un récent numéro.

La mondialisation porte aussi ses propres bombes et parfois elles lui explosent en plein visage. La libéralisation financière a provoqué des déplacements de capitaux sans précédent. Parce que de nombreux investisseurs ont brusquement retiré leurs capitaux, les pays du sud-est asiatique, *success story* de l'ouverture des marchés, se sont retrouvés plongés en pleine crise. Du jour au lendemain, 13 millions de personnes ont perdu leur emploi, 40 millions d'Indonésiens ont été précipités dans la pauvreté, 100 000 enfants ont dû quitter l'école en Thaïlande...

L'année 1997 a été dure pour les tigres et ils n'ont pas fini de lécher leurs plaies. L'onde de choc de cette crise s'est propagée à travers toute la planète et elle a sonné des cloches. Car il ne s'agit pas d'un soubresaut accidentel : la mondialisation financière est porteuse de crises puisqu'elle provoque, par sa nature même, des transferts violents de richesses, écrit Pierre-Noël Giraud. Alors de plus en plus de gens, y compris dans les sphères les plus « mondialisantes », cherchent des moyens pour juguler la valse effrénée des capitaux.

Tout cela soulève des inquiétudes. L'OCDE, autrefois très optimiste, regarde aller les choses avec une certaine ambivalence. Même la Banque mondiale et le FMI commencent à s'inquiéter des effets secondaires de la mondialisation. Pas par pur altruisme. Mais parce que les inégalités sont source de tensions et d'instabilité politique.

Il y a des bateaux qui montent. Et d'autres qui déversent des centaines de réfugiés miséreux sur les rives de l'Europe...

Demain : des trous dans le trampoline

RÉPLIQUES

Un mauvais jour

GUY ROBITAILLE

LE CRITIQUE musical de *La Presse* (lundi, 12 mars), M. Claude Gingras, a profité de la présentation de l'opéra *Mefistofele* pour régler ses comptes avec le directeur artistique de l'ODM, Bernard Uzan. Sa critique endiablée, marquée d'une allusion aussi démagogique que puérile et déplacée « aux lits d'hôpitaux fermés », aura eu l'effet escompté : lors de la deuxième représentation, à laquelle j'ai eu le bonheur d'assister, la salle n'était remplie qu'à 58 %. Désolant spectacle que ces fauteuils vides pour un spectacle qui n'avait rien de l'horreur luciférienne dépeinte par votre critique qui, visiblement, avait connu une soirée d'enfer. Décors, costumes et mise en scène n'étaient pas signés Wieland Wagner. La quêtainerie était parfois au rendez-vous, mais pas au point de distraire le spectateur de la merveilleuse musique de Boito interprétée, somme toute, de façon fort honorable. Un son magnifique parvenait de la fosse comme du chœur et les chanteurs, sans être transcendants — hormis Diana Soviero — livraient une prestation très acceptable. L'accueil chaleureux du public à la fin contrastait étrangement avec celle de votre critique. Se pouvait-il qu'il se trouvât deux milles auditeurs ignares d'un côté, et un ou deux critiques éclairés de l'autre ? Tout être humain peut connaître une mauvaise journée. Ce fut sans nul doute le cas de votre critique musical ce jour-là !

Méconnaissance de l'acupuncture

CHRISTINE BOUCHARD

L'auteure est acupuncteur à Sorel.

JE SUIS tout à fait d'accord avec le docteur Yves Lamontagne (*La Presse*, 18 mars) quand il affirme que la personne qui croit fermement que l'acupuncture l'aidera à cesser de fumer a plus de chances de réussir que si elle n'y croit pas. Dans cette situation, la motivation du patient est tout à fait primordiale. Les acupuncteurs n'ont jamais affirmé que le traitement d'acupuncture remplacerait la motivation. Cependant, les traitements visent à accélérer la désintoxication du système et à traiter les effets secondaires, tels l'anxiété, le « nervosisme », etc..

Je suis très déçue que le docteur Lamontagne prenne comme exemple l'arrêt de la cigarette pour démontrer sa méconnaissance de l'acupuncture. Depuis longtemps, l'acupuncture traite avec succès d'autres problèmes de santé. Des recherches scientifiques de la Société nord-américaine de radiologie affirment que l'acupuncture est efficace dans le traitement des douleurs et de la migraine. Une autre étude scientifique faite à l'Université du New Jersey démontre sous résonance magnétique l'effet de la stimulation d'un point d'acupuncture sur le cerveau pour soulager la douleur. Effectivement, l'acupuncture est légale et reconnue par le Collège des médecins du Québec. Mais avec des commentaires tels ceux du docteur Lamontagne, on sent que cette reconnaissance est faite du bout des lèvres. Comme certains patients me rapportent, quand ils demandent un avis au médecin pour consulter en acupuncture celui-ci a souvent cette réponse : « Ça ne peut pas vous faire de tort... »

Lutte contre le tabagisme ou contre les fumeurs ?

MAUDE TOUSIGNANT

JE DÉSIRES répondre au texte du Dr Boulanger, paru dans *La Presse* du 14 mars dernier. On a tout dit sur les fumeurs : qu'ils étaient dangereux pour eux-mêmes et pour la santé publique, qu'ils avaient les dents et les doigts jaunes, qu'ils pouaient (!) et même qu'ils éprouvaient des difficultés au lit.

Mais vous avez, comme on dit en bon québécois, visé sous la ceinture en insinuant que les fumeurs (les fumeuses dans votre article) étaient des « modèle(s) parent(aux) douteux ». Ce faisant, vous avez relégué les parents qui fument au même rang que ceux qui battent leurs enfants, qui les abusent ou qui sont tout simplement irresponsables.

Franchement, je vous le demande, en quoi le fait de fumer peut-il empêcher un parent de remplir pleinement son rôle (car un parent qui offrirait un « modèle douteux » à ses enfants renierait, en quelque sorte, son rôle de guide moral et éducatif face à ces derniers) ? Et comment pouvez-vous mêler santé et rôle parental ? Car enfin, à moins que je ne me trompe, votre objectif est d'enrayer le tabagisme, celui-ci étant néfaste pour la santé des fumeurs et de leur entourage (ce que les fumeurs savent pertinemment...), et non pas de faire le procès de ces derniers (et encore moins de leur capacité à accomplir pleinement leur rôle de parents).

D'ailleurs, je suis moi-même fille de parents fumeurs et je n'ai jamais eu à me plaindre d'eux (enfin, un peu, mais comme n'importe quel enfant...). Ils m'ont nourrie, logée, blanchie, supportée tout au long de mon développement cognitif et affectif et, fait extraordinaire, ils m'ont toujours dissuadée de fumer, conscients des coûts que cette habitude entraîne : coûts physiques et monétaires, certes, mais surtout coûts sociaux. Car il en coûte de s'entêter à fumer dans notre société actuelle. Pour fumer de nos jours, il faut braver nombre d'interdits sociaux (et légaux !) autant au travail qu'au centre commercial et parfois même dans sa propre maison. Tout ce lobby anti-tabac a parfois des relents d'Inquisition.

En terminant, je vous prierais de repenser la philosophie de votre campagne anti-tabagisme, car ce n'est pas en stigmatisant les fumeurs que vous enrayeriez cette mauvaise habitude chez les principaux intéressés qui, d'ailleurs, en ont plus qu'assez de se faire sermonner ! Sinon, vous devriez peut-être songer à vous réorienter vers une carrière plus appropriée à vos méthodes de travail...

Gestion des sentences : la répression comporte un coût élevé

Les mesures de réinsertion sociale ont fait leurs preuves

GUY VILLENEUVE

L'auteur est sous-commissaire adjoint, opérations correctionnelles, au Service correctionnel du Canada.

Les 6, 7 et 8 février derniers, *La Presse* publiait une série de trois articles sur la gestion des sentences. À mon avis, deux de ces articles, ceux de M^e Jean-Claude Hébert et du professeur Maurice Cusson, ont créé une certaine confusion en ne distinguant pas les situations relatives aux systèmes canadien et québécois. De plus, ces articles laissaient entendre que les décisions prises par les « officiels » sont arbitraires, incomplètes et basées sur des considérations de gestion de population carcérale. Le Service correctionnel du Canada (SCC) désire expliquer ici son point de vue. (...)

L'incarcération et le taux de criminalité

Marc Ouimet, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, a comparé, de 1991 à 1999, l'évolution des taux de criminalité au Canada et aux États-Unis. Les résultats sont intéressants. Au Canada et aux États-Unis, les taux ont diminué respectivement de la façon suivante : homicide, 43 % et 42 % par rapport aux taux de 1991 (les homicides sont encore cinq fois plus élevés aux États-Unis); agressions sexuelles, 31 % et 23 %; cambriolages, 35 % et 38 %; voies de fait, 31 % et 23 %. Pourtant, durant la même période, le taux d'incarcération a diminué de 3 % au Canada et augmenté de 46 % aux États-Unis et l'effectif policier a diminué de 11 % au Canada et augmenté de 11 % aux États-Unis. Le Canada a donc réussi à diminuer le taux de criminalité davantage qu'aux États-Unis tout en diminuant son taux d'incarcération. M^e Hébert réfère à une courbe de croissance continue de la population carcérale ; telle n'est pas la situation, du moins en ce qui concerne les sentences fédérales. La population des individus purgeant une sentence sous la responsabilité du SCC au Québec est passée, entre les années 1997 et 2000, de 6000 à 5700. Le nombre d'admissions annuelles dans les pénitenciers est, quant à lui, passé de 1200 à 950. La question des coûts, faut-il le préciser, n'a jamais constitué un enjeu pour le SCC ; au contraire, la situation actuelle permet de réduire la double occupation de cellules et d'établir des conditions de détention plus favorables à la réadaptation.

Ce n'est donc vraisemblablement pas l'incarcération qui diminue la criminalité. Le vieillissement de la population en explique une partie. Deux autres éléments expliquent le succès des modèles canadiens et québécois : les sentences communautaires et la gestion des peines. Comme la prévention et les mesures communautaires sont gérées par l'administration provinciale, nous nous en tiendrons à la gestion des peines d'incarcération fédérales.

La gestion des peines

Fort des résultats de nombreuses recherches, le modèle de gestion des peines repose sur trois composantes essentielles : la réduction de l'effet néfaste inhérent à l'incarcération, la modification du risque que représente le délinquant et sa réinsertion sociale progressive et sûre.

Il faut tout d'abord assurer une garde sûre (neutralisation) des individus présentant un risque pour la société. Cette garde se doit aussi d'être humaine pour contrer les effets néfastes de l'incarcération. La grande majorité des sentences étant limitées dans le temps, la plupart des individus seront un jour libérés. Il faut donc s'assurer que les conditions de détention soient telles qu'elles incitent le délinquant à se responsabiliser pour ainsi faciliter son retour à la vie sociale. Il ne s'agit donc pas d'une approche strictement humanitaire mais d'une façon d'éviter que l'incarcération n'augmente le risque de récidive à long terme. L'effet dissuasif de la peine est efficace pour empêcher des individus mieux socialisés de commettre un délit mais inefficace auprès des individus incarcérés. Il faut donc opter pour travailler à la modification du risque que représente le délinquant à travers des interventions professionnelles.

À son admission dans le système fédéral, le délinquant fait l'objet d'une évaluation systématique en profondeur pour identifier le niveau de risque qu'il représente et les raisons de sa conduite criminelle. À partir de cette évaluation, il est orienté vers des programmes de traitement adaptés à sa problématique. Les programmes du SCC ont fait l'objet d'un processus d'accréditation auprès de différents groupes d'experts internationaux. Ils sont basés sur les recherches les plus récentes et sont reconnus comme ayant un effet sur la réduction de la récidive. D'ailleurs, le SCC fait figure de chef de file mondial dans son approche correctionnelle et ses programmes ont été exportés dans plusieurs pays. De plus, il est démontré que la plupart des programmes sont plus efficaces lorsque donnés en communauté plutôt qu'en établissement, puisque le délinquant peut alors intégrer plus faci-



PHOTOTHÈQUE, La Presse ©

Les expériences canadienne et américaine tendent à démontrer que ce n'est pas l'incarcération qui diminue la criminalité.

lement ses apprentissages dans sa vie sociale. Lorsque le risque est jugé acceptable, il est donc préférable de privilégier la communauté comme milieu d'intervention.

La neutralisation stricte assure une sécurité à court terme mais, comme nous l'écrivons plus haut, elle augmente le risque de récidive après l'incarcération. Pour diminuer le risque que représente un délinquant après sa peine, il faut qu'il soit réinstallé en société, qu'il soit en mesure de répondre à ses besoins personnels et sociaux, qu'il ait un emploi et qu'il soit intégré dans un réseau social positif. Voilà ce qui est visé par les programmes de réinsertion sociale. Par contre, ce retour en société doit être progressif et fait de façon sûre. À cet égard, le SCC reconnaît qu'il est des individus pour qui la réinsertion sociale demeure aléatoire ; aussi y a-t-il possibilité de maintenir le délinquant en établissement jusqu'à l'expiration de sa peine. Comme elle demeure exceptionnelle, des critères très précis sont établis pour justifier cette mesure.

Le SCC a autorité pour accorder certaines sorties temporaires mais la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) seule a autorité pour accorder la libération conditionnelle. Lorsqu'une forme de mise en liberté est envisagée pour un détenu, le premier critère demeure le risque qu'il représente pour la sécurité du public.

Le deuxième critère est le niveau d'engagement du détenu dans son traitement correctionnel. Le troisième élément est le type d'encadrement nécessaire durant la sortie. Une équipe multidisciplinaire évalue les critères ; cette évaluation tient compte de la nature véritable du délit (et non seulement du chef d'accusation qui a souvent été négocié au moment de la mise en accusation), des conséquences et dommages causés aux victimes, des changements chez le délinquant et de la démonstration de ces changements. L'autorité décisionnelle est toujours extérieure à l'équipe multidisciplinaire ; elle suggère l'ensemble des éléments et opinions avant de rendre une décision. Comme nous pouvons le constater, plusieurs professionnels sont impliqués à différents niveaux d'évaluation. Les décisions sont donc loin d'être arbitraires et sont à l'abri de toute pression externe.

Trois types de programmes de sorties peuvent être accordés par le Service correctionnel du Canada : des absences temporaires avec et sans escorte et des placements à l'extérieur (permettant au détenu de rendre des services non rémunérés à des personnes démunies ou à des organismes communautaires). Une étude récente (2000) au SCC démontre un taux de succès de 99,99 % pour les sorties avec et sans escorte et entre 98 et 99 % pour les placements extérieurs. Par exemple, durant la dernière période des Fêtes au Québec, 202 absences temporaires ont été accordées avec un succès de 100 %. Ces programmes permettent aux détenus de suivre des programmes de traitement, de maintenir des liens avec leur famille (essentiels au moment de la mise en liberté), de rendre des services à la société tout en augmentant leur sensibilité et leur empathie pour les personnes les plus démunies

de la société. Ces programmes permettent aussi au SCC de s'assurer que les changements sont bien intégrés dans la vie quotidienne du délinquant en société. Cet encadrement et cette intervention se poursuivent jusqu'à l'expiration de la peine, ce qui donne une meilleure assurance au public quant à la capacité du délinquant de vivre en société sans avoir recours à la criminalité.

Les mises en semi-liberté ou en libération conditionnelle relèvent de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Le SCC a la responsabilité d'évaluer les délinquants, de soumettre des recommandations à la CNLC et d'assurer la surveillance des délinquants en communauté. Dans une publication du Solliciteur général du Canada, en 1999, le taux de récidive violente selon le type de mise en liberté est le suivant : 0,7 % en semi-liberté, 1,6 % en libération conditionnelle et 2,6 % en libération d'office. La libération d'office est une libération statutaire décrétée par la loi au deux tiers de la peine ; il s'agit donc d'individus plus à risque pour lesquels le taux de récidive violente demeure tout de même faible. D'un autre point de vue, même si plus de 70 % des délinquants admis au SCC le sont pour des délits violents, environ 98,5 % terminent leur réinsertion sociale sans récidive violente. Finalement, si nous combinons les chiffres de Statistique Canada et ceux du SCC, nous constatons que pour 1000 crimes violents commis au Canada, un seul est commis par un délinquant sous la responsabilité du SCC. Ce ne sont donc pas les mesures de réinsertion sociale qui contribuent à augmenter la violence au Canada. Ce serait plutôt le contraire !

Le choix de société

Il faut donc conclure que l'approche américaine comporte des coûts sociaux très importants, ne peut que contribuer à augmenter le taux d'incarcération et présente une efficacité moins grande que l'approche canadienne. De plus, ramener les décisions de mise en liberté au niveau du judiciaire, comme le suggère M^e Hébert, ne ferait qu'alourdir la procédure sans en améliorer l'efficacité. Pour répondre à M^e Hébert qui fait l'éloge de la procédure d'imposition des peines, rappelons que la majorité des peines sont négociées entre les avocats de la défense et de la couronne qui s'entendent pour déposer une proposition commune devant la cour. L'idée que les mises en liberté soient négociées de la même façon que les peines est plutôt préoccupante. Le modèle canadien ne peut fonctionner de façon efficace qu'en accordant aux autorités pénitentiaires et à la CNLC le pouvoir de gérer les peines ainsi que celui de mettre fin aux mises en liberté advenant une augmentation du risque. Les autorités qui ont actuellement ce pouvoir, contesté par M^e Hébert et M. Cusson, ont pourtant démontré leur capacité de l'assumer tout en préservant la sécurité du public. Ils le font avec tout le professionnalisme et toute l'expertise voulus. Ils côtoient à tous les jours les délinquants et sont donc les mieux placés pour comprendre leur problématique, infléchir leur comportement et contribuer à assurer la sécurité des citoyens canadiens. Dans le projet de réforme de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, aucune diminution de ce pouvoir n'est envisagée. (...)

La question des coûts n'a jamais constitué un enjeu pour le SCC ; au contraire, la situation actuelle permet de réduire la double occupation des cellules et d'établir des conditions de détention plus favorables à la réadaptation.

Bush plaisante sur son présumé manque d'intelligence



Le président George W. Bush et sa femme Laura.

Photo AFP

LAWRENCE KNUTSON
Associated Press

WASHINGTON — Lors de sa première réception mondaine depuis son installation à la Maison-Blanche, le président George W. Bush a plaisanté sur son présumé manque d'intelligence et les rumeurs selon lesquelles ce serait son vice-président Dick Cheney qui serait réellement aux commandes du pays.

« Ces histoires sur mes capacités intellectuelles me chatouillent un peu », a lancé samedi le président, invité du Gridiron, un club de Washington fondé en 1885 par des journalistes.

Depuis 116 ans, la tradition veut que chaque président soit invité de ce club réunissant le gratin de Washington —journalistes, membres du gouvernement, sénateurs, gouverneurs, généraux, ambassadeurs—, pour une soirée satirique égratignant sans trop de méchanceté la classe politique américaine.

George W. Bush a sacrifié de bon coeur à l'exercice. Il a confié que son équipe s'interrogeait, elle aussi, sur le bon fonctionnement de ses cellules grises, puisqu'elle organisait chaque jour un « intelligence meeting ».... Le

mot « intelligence », en anglais, désigne à la fois les capacités intellectuelles mais aussi les services de renseignement, qui font quotidiennement le point de la situation.

Lorsqu'on est bête, a souri le président, il faut s'efforcer de ne pas trop le faire savoir. « Vous pouvez trompez certaines personnes tout le temps, reste à bien les choisir », a-t-il ajouté en citant une leçon apprise, dit-il, auprès de vieux briscards de la politique.

George W. Bush a ensuite expliqué qu'on ne le connaissait pas vraiment, qu'on ignorait par exemple son intérêt pour la science en général et la génétique en particulier : « J'espère qu'on finira par cloner Dick Cheney. Je n'aurai alors plus rien à faire », a-t-il lancé.

Il a démenti l'influence qu'aurait sur lui et les affaires du pays son vice-président. « À ces gens, je dis que... » Puis « W » a fait une pause, s'est tourné vers Cheney avant d'ajouter : « Dick, qu'est ce que je leur dis ? ».

Le président, célèbre pour ses petites phrases maladroites, a reconnu qu'il malmène parfois la syntaxe. Il s'est laissé dire que « les mots venaient chez lui pour mourir »...

EN BREF

Faire la barbe

LA MOITIÉ des vainqueurs du championnat mondial de barbes qui a eu lieu ce week-end à Schoenberg, dans la région pittoresque de Souabe (sud-ouest), étaient originaires de ce village, ont fait savoir hier les organisateurs. Au total, 233 barbus venus de 14 pays différents ont concouru dans 16 catégories pour un titre mondial devant un jury composé de sept membres et près de 600 spectateurs. Parmi les critères les plus importants retenus par les organisateurs, le caractère « naturel » de la croissance de la barbe. Dans la catégorie « style libre », Elmar Weisser, originaire de Schoenberg, a remporté le premier pris grâce à une longue barbe à frisettes. *d'après AFP*

Cléopâtre était petite

CLÉOPÂTRE, l'ancienne reine d'Égypte souvent dépeinte comme une créature de rêve capable de séduire Jules César et Marc Antoine, était en fait petite, grassouillette et plutôt laide, selon le journal dominical britannique *Sunday Times*. Il s'appuie sur une nouvelle exposition qui s'ouvrira le mois prochain au British Museum à Londres et regroupe onze statues dont on avait d'abord cru qu'elles représentaient d'autres reines, alors qu'il s'agissait de Cléopâtre. Elles révè-

lent que, contrairement aux actrices ayant interprété son rôle à l'écran (Elizabeth Taylor, Vivien Leigh ou Sophia Loren), Cléopâtre était loin d'être une beauté. Sa prétendue beauté est « un mythe ne reposant probablement sur rien », commente la responsable de l'exposition, Susan Walker, dans le journal. Mesurant à peine 1,50 m, l'ancienne reine d'Égypte avait en effet une nette tendance à l'embonpoint, un air revêché et des dents mal plantées, selon le *Sunday Times*. *d'après AFP*

Fumeurs inquiets

UNE CINQUANTAINE de fumeurs, préoccupés par le projet de législation anti-tabac qui doit être présenté en mai au conseil municipal de New York, ont défilé samedi dans les rues de Manhattan derrière une cigarette géante longue de trois mètres. Rejoints par des restaurateurs, des *barmen* et des serveurs, les fumeurs en colère entendaient dénoncer le *Smoke Free Air Act*, qui prévoit d'interdire la fumée de cigarette dans les 21 000 restaurants de la ville. Cette nouvelle loi, proche de celle en vigueur dans un grand nombre de villes du pays, notamment en Californie, interdirait aussi de fumer dans les véhicules municipaux et ceux de la police. En revanche, elle laisserait faire dans les bars. *d'après AP*

La reine Elizabeth, « meilleure mamie au monde », selon Sarah Ferguson

Agence France-Presse

LONDRES — La reine d'Angleterre est « la meilleure mamie au monde », a affirmé hier son ex-belle-fille, Sarah Ferguson, 41 ans, dans un entretien au *Sunday Telegraph*.

La duchesse d'York, qui a eu deux petites filles —Béatrice, 12 ans, et Eugénie, 11 ans— avec un des trois fils de la Reine, Andrew, dont elle a divorcé il y a cinq ans, a coutume d'appeler la reine « *the Boss* ». « Si on doit voter pour la meilleure mamie du monde, je vous le dis, c'est elle, *the Boss* », déclare Sarah Ferguson.

« En tant que personne, c'est mon icône. C'est la personne la plus fantastique que je connaisse », ajoute-t-elle. « Sa Majesté a un merveilleux sens de l'humour, elle adore chanter, c'est la plus grande lectrice du monde et elle est pleine de compassion ».

Sarah Ferguson explique avoir enseigné à

ses filles un code de conduite très strict quand elles sont en compagnie de la reine.

« Quand nous prenons le thé à Balmoral (la résidence écossaise de la reine), nous le faisons dans les règles : nous avons notre petite serviette, nous offrons un canapé à mamie avant de remplir notre assiette, nous n'enlevons pas les raisins des scones », explique-t-elle.

« Nous ne réclamons pas non plus du ketchup quand le Duc d'Edimbourg est à la table. Nous ne disons pas : oh, le jus de fruit a un goût de vieux, même si c'est vrai. Nous ne disons pas : je n'aime pas les ca-

napés au pâté. Nous la fermons et mangeons ce qu'on nous donne : les croquettes de poisson, il y en a plein à la maison », poursuit-elle.

Mais la duchesse d'York indique qu'elle n'empêche pas ses filles d'adresser la parole à leur grand-mère. « Je les encourage même à le faire : ça anime la conversation et m'évite d'avoir à la faire », ajoute-t-elle.

« Nous la fermons et mangeons ce qu'on nous donne. »

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600^e boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie (450) 659-2500

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Larocque
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Vimont (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Antoine (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
401, boul. Des Seigneurs
Terrebonne
(450) 471-4647
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier
(819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny
(450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Sorel (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal
(514) 329-7777

Hyundai Victoriaville
445, Bois-Francs, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^e Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Maryvo Hyundai
1940, 3^e Avenue
Val d'Or (819) 874-2886